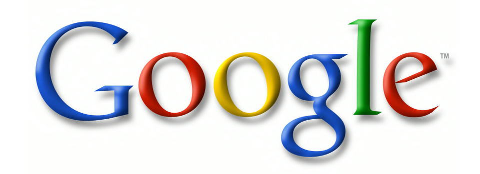
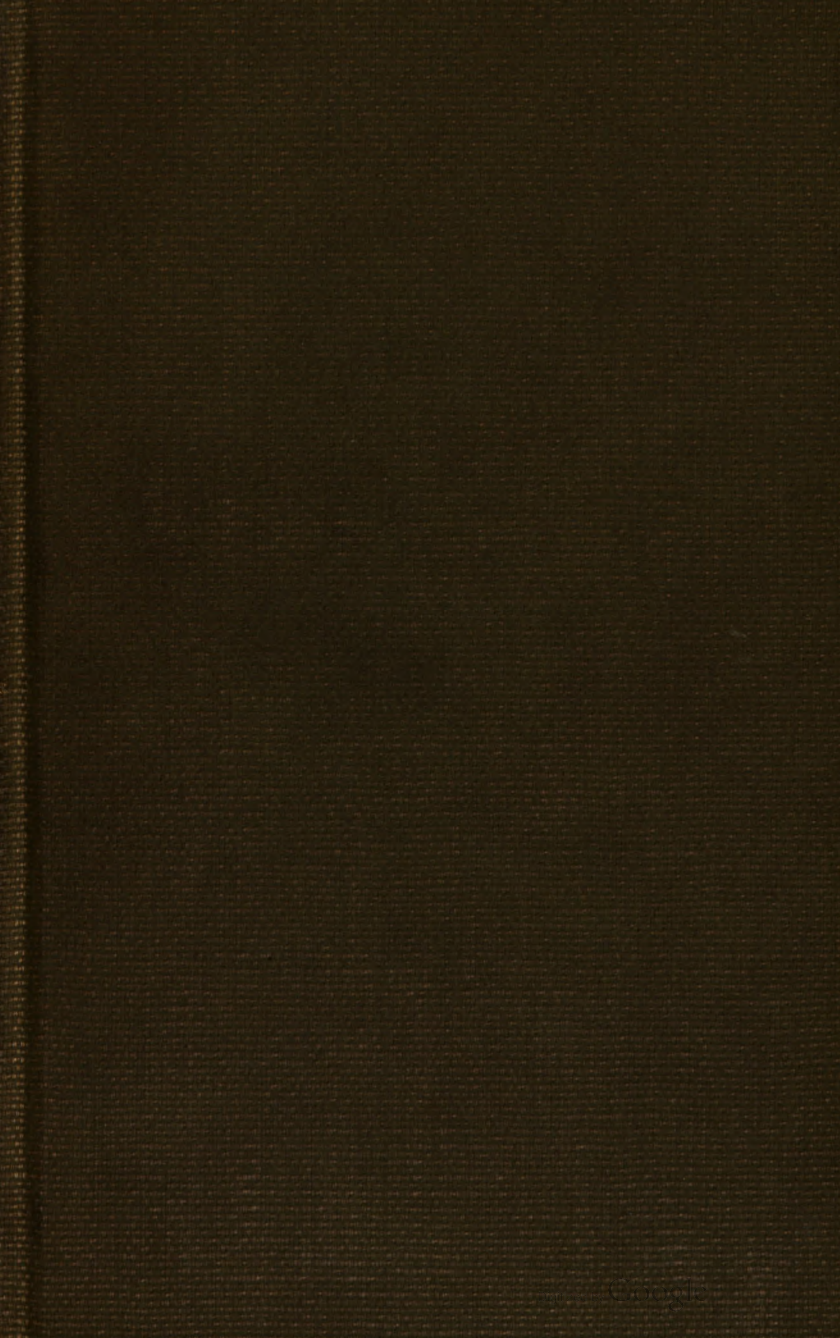
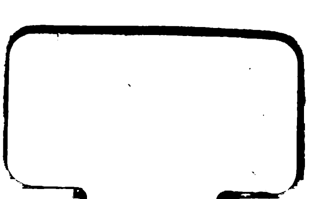






LA DIPLOMATIE

DU

SECOND EMPIRE

ET

CELLE DU 4 SEPTEMBRE 1870

PAR

EUGÈNE POUJADE

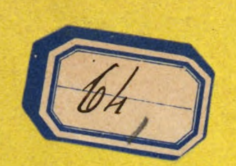
Némésis la tardive déesse.
ANDRÉ CHÉNIER



PARIS
LIBRAIRIE DE JOËL CHERBULIEZ
G. FISCHBACHER, GÉRANT
33, RUE DE SEINE, 33

1871




64

LA DIPLOMATIE

DU

SECOND EMPIRE

ET CELLE

DU 4 SEPTEMBRE 1870

DU MÊME AUTEUR

Chrétiens et Turcs. 1 vol. in-8. 3e édition.. 6 »

Le Liban et la Syrie. 1 vol. in-12. 3e édition.. 3 »

Madame Swetchine. 1 vol. in-18.. 1 50

La Monarchie selon le suffrage universel. Broch. in-8........................ 1 »

—

L'Italie, son administration, ses réformes, ses finances.

LA DIPLOMATIE

DU

SECOND EMPIRE

ET CELLE

DU 4 SEPTEMBRE 1870

PAR

EUGÈNE POUJADE

Némésis la tardive déesse.
ANDRÉ CHÉNIER.



PARIS
LIBRAIRIE DE JOËL CHERBULIEZ
G. FISCHBACHER, GÉRANT
33, RUE DE SEINE, 33

—

1871

LA DIPLOMATIE

DU

SECOND EMPIRE

ET CELLE

DU 4 SEPTEMBRE 1870

Un écrivain éminent, l'âme de notre « Académie des sciences morales et politiques, » a exposé, dans un tableau d'une saisissante concision, le long travail de nos rois, de nos ministres, de nos hommes de génie et de talent de tous les rangs, dans toutes les carriè-

res, pour créer, à la suite de longues guerres, de négociations ardues, de mariages, d'entreprises aventureuses, ce qui est devenu à la fin du siècle dernier « l'unité française. » Cette unité avait reçu son complément, son achèvement définitif, ce que l'on a appelé de notre temps « le couronnement de l'édifice », à la fin du dix-huitième siècle par la République française; elle était devenue un dogme national, l'Europe la respectait, elle n'avait été entamée en 1815 que par représailles contre les annexions gigantesques, insensées, faites par Napoléon, et encore, en 1814, avant la criminelle entreprise du retour de l'île d'Elbe, la vieille France avait été respectée.

Déjà la Prusse avait montré ses convoitises effrontées; mais, grâce à une dynastie que l'Europe respectait, et dont le nom et les services protégeaient la France, grâce aussi à l'empereur Alexandre, noblement généreux, la France resta à peu près intacte.

Cette unité française, aucun Français, quelle que fût son opinion, ne croyait qu'elle pût être menacée, et cette croyance prenait sa source non-seulement dans le sentiment d'un juste orgueil national, mais aussi dans la certitude où l'on était que l'Europe avait autant d'intérêt que nous-mêmes à son maintien. En effet, la chute de la branche aînée des Bourbons en 1830, de la branche cadette en 1848, n'amena

aucun changement territorial en France; les commencements du règne de Louis-Philippe furent laborieux, mais au moment de sa chute tout à fait inattendue, sa situation en Europe était excellente, et l'influence de son gouvernement justement appréciée. A cette époque, il ne fût venu dans la pensée d'aucun gouvernement européen, pas même de celui de Russie qui avait longtemps montré une grande froideur l'égard de la famille d'Orléans, de hercher à porter une atteinte quelconque à l'unité française, à l'intégrité du territoire français.

Quelles furent les causes de la catastrophe dont nous avons été les témoins et les victimes? quels événements ont changé les sentiments de l'Europe, du

monde, à notre égard et produit les épouvantables désastres sur lesquels nous gémirons longtemps? c'est ce que nous allons chercher à étudier.

I

La monarchie française avait mis de longs siècles à se fonder et à repousser du sol qui fait ou qui faisait la France, il y a quelques mois encore, l'Angleterre, l'Espagne, la maison de Savoie, la maison d'Autriche, la maison de Bourgogne, le Saint-Empire, la papauté temporelle. Certes des violences ont été commises, des injustices, des fraudes ont été pratiquées pendant ce long es-

pace de temps, mais les scrupules tenaient moins de place dans la conscience des rois, des hommes d'État, des prêtres, du peuple même, aux diverses époques que nous avons parcourues dans notre histoire.

D'un autre côté, le rôle rempli par la France dans le monde était peut-être le plus beau, et l'héroïsme, le dévouement chevaleresque, le désintéressement surpassaient, égalaient au moins les sentiments ambitieux ou cupides. Les Croisades, les provinces unies des Pays-Bas affranchies du joug de la maison d'Autriche, le nouveau monde appelé à se gouverner lui-même, la Grèce surgissant d'un long esclavage, la navigation de la Méditerranée délivrée de

la terreur et des rapines de la piraterie; tous ces faits d'une si haute valeur, et d'autres que je passe, avaient recommandé le nom de la France à la reconnaissance, au respect des peuples. Pourquoi nous refuserions-nous à rappeler ces événements extraordinaires et glorieux au moment où la patrie est si malheureuse? Les étrangers eux-mêmes nous ont rendu justice et ont trouvé que le bien que nous avions fait pesait plus dans la balance que le mal que l'on nous reprochait.

Voici comment s'exprime M. Lecky dans son remarquable ouvrage intitulé : *Histoire de la Morale en Europe* (1) :

(1) Le titre anglais est *History of European morals*.

« Les principales vertus nationales du peuple français résultent d'une puissance intense de sympathie qui est aussi le fondement de quelques-unes de leurs plus belles qualités intellectuelles, de leurs habitudes sociales, de leur influence sans rivale en Europe.

« Aucune nation n'a une sympathie si habituelle et si vive pour les grandes luttes en faveur de la liberté au delà de ses frontières ; aucune autre littérature ne montre un génie plus expansif et plus œcuménique, n'expose aussi habilement, n'apprécie aussi généreusement des idées étrangères ; dans aucun autre pays une guerre désintéressée pour soutenir une nationalité

souffrante, ne trouverait un si grand appui.

« Les crimes nationaux de la France sont nombreux et lourds (*grievious*), mais on lui pardonnera beaucoup, parce qu'elle a beaucoup aimé. »

Il paraît que l'Europe n'était guère disposée à pardonner à la France ces crimes, fort exagérés à notre sens, que lui attribue le brillant écrivain anglais, et le spectacle profondément triste que nous avons sous les yeux mérite bien que l'on en approfondisse les causes.

Tout le monde se rappelle la surprise, et il faut l'avouer, la joie mal dissimulée de l'Europe quand le bruit de nos premières défaites commença à se répandre. Nous étions habitués à vaincre,

l'Europe s'était, elle aussi, habituée à nous voir vaincre, mais tout en supportant impatiemment notre suprématie militaire qui nous paraissait assurée. — Cette suprématie même, et le sans-façon avec lequel nous agissions, comme si c'était un fait non-seulement acquis, mais incontesté, incontestable, indiscutable, nous avait fait beaucoup d'ennemis secrets, parce qu'elle avait suscité beaucoup de jalousies; de la jalousie à l'inimitié il n'y a pas loin, ce sont deux sœurs jumelles.

La Russie nous jalousait parce que nous avions effacé les désastres de Moscou et remporté des succès éclatants, parce que nous avions enlevé Malakoff et détruit Sébastopol.

Le vainqueur s'était montré généreux, il est vrai, et les Russes étaient de tout temps bien disposés pour nous ; mais la générosité avait été depuis singulièrement atténuée par des attaques profondes, bien que sourdes d'abord, contre la sécurité et la puissance de la Russie. La nation russe qui n'avait aucune inimitié contre les Français, qui, au contraire, sympathisait avec eux, aimait leur caractère, recherchait leur société, cultivait leur littérature et leurs arts, la nation russe se sentit blessée et s'éloigna de nous.

Les Anglais n'oubliaient pas volontiers que nous avions non-seulement effacé Waterloo en Crimée, mais que nous les avions sauvés à Inkermann, que

nous avions enlevé le redan de Malakoff quand ils étaient repoussés, enfin que nous avions déployé sur mer comme sur terre une puissance qui, en Orient, les avait mis au second plan. Ils n'oubliaient pas surtout que la paix avait été conclue d'une manière un peu trop hâtive et justement au moment où, après des efforts lents, mais dignes d'une grande puissance, ils allaient réparer les tâtonnements et l'inefficacité de leur conduite pendant la guerre.

Plus tard, quand il s'était agi pour eux d'une question vitale, la rébellion des Indes, la droiture et l'amitié du gouvernement français furent un véritable rempart pour eux et contribuèrent à leur triomphe définitif. Ils nous étaient

redevables d'un autre service; notre attitude dans leur différend avec les États-Unis après la guerre de la sécession, empêcha seule la guerre d'éclater entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord, tel est du moins le jugement porté par des hommes d'État anglais clairvoyants et sincères. Tout cela, néanmoins, ne fut plus compté quand la France refusa de s'allier avec l'Angleterre pour sauver le malheureux Danemark des serres de la Prusse. Là surtout fut la principale cause des rancunes nourries contre la France. L'Angleterre, en proposant à la France une alliance offensive et défensive, lui garantissait la conquête des provinces rhénanes, et elle avait même consenti

à envoyer un contingent sur le Rhin pour combattre à côté des troupes françaises.

L'empereur Napoléon, malgré la décision hardie, politique et vraiment digne d'elle, prise par l'Angleterre, se refusa à la guerre avec coopération britannique, et il ne se trouva pas un seul ministre assez ferme, assez patriote, pour faire connaître la situation au pays.

Donc la Russie et l'Angleterre, c'est-à-dire l'ancienne ennemie et l'ancienne alliée, nous en voulaient également, nous étaient, par des causes diverses, également hostiles. Le gouvernement de l'empereur avait voulu se servir tantôt d'une puissance, tantôt d'une autre, pour peser tour à tour sur elles à son profit, et ce jeu ne lui réussissait plus. La ruse

ne peut se soutenir longtemps, elle tourne toujours contre celui qui s'en sert. L'Autriche ne pouvait pas oublier la conduite aussi dure qu'inintelligente du gouvernement impérial à son égard. C'est surtout dans la grande politique qu'il est utile de savoir faire taire ses rancunes, et qu'il est habile de saisir le moment où l'adversaire dans le passé devient l'ami dans le présent. Déjà, en 1859, la France avait porté un coup terrible à l'Autriche, en lui arrachant la Lombardie. La puissance de l'Autriche, reste mal étayé des débris du Saint-Empire, avait un immense besoin de paix depuis les luttes qui avaient contraint la maison de Hapsbourg-Lorraine à recourir à l'interven-

tion armée du czar en Hongrie. C'était une puissance toute d'équilibre et de pondération; l'influence qu'elle exerçait en Allemagne, et qu'il était de notre intérêt de conserver, de fortifier, elle ne la devait qu'à sa double situation en Italie et en Hongrie, sur le Tessin et sur le Danube.

Vaincue, elle avait été obligée de céder la Lombardie; c'était déjà un affaiblissement notable, mais qui aurait pu être atténué si, comme la paix de Villafranca l'avait établi, les princes de la maison d'Autriche et de Bourbon fussent restés sur leurs trônes italiens, et si l'Autriche elle-même eût été maintenue dans son rôle de membre de la Confédération italienne; mais à la spo-

liation par la victoire et la conquête, la France associa ou permit la spoliation par l'astuce et les intrigues. Là ne se borna pas le mal fait à l'Autriche. Oublieux des périls imminents qui devaient résulter d'un nouvel affaiblissement de cette puissance qui avait tenu et qui devait tenir une si grande place dans l'histoire et la balance de l'Europe, et dont l'existence était plus que jamais devenue nécessaire, le gouvernement impérial conçut, en 1866, l'idée de lui porter « le bon coup », comme le disait un très-grand personnage après la funeste journée de Sadowa. Pour arriver à ce résultat qui a eu de si terribles conséquences, et qui a fini par porter « le bon coup » à la dynastie des

Bonapartes, il fallait faire une chose à laquelle on ne peut penser, même après tant d'années, à laquelle on ne pensera jamais, tant qu'il y aura un cœur français, sans stupeur et sans indignation, cette chose, c'était l'alliance de l'Italie et de la Prusse !

———

II

Reprenons de nouveau les choses d'un peu plus haut : nous venons de dire comment la France, en passant les Alpes, avait brisé la puissance de l'Autriche en Italie sur les champs de bataille de Magenta et de Solferino, et en protégeant de son bon vouloir évident,

de sa coopération diplomatique à peine voilée des intrigues et des conspirations italiennes, avait anéanti au profit du gouvernement subalpin, le royaume des Deux-Siciles, le grand-duché de Toscane, le duché de Modène et fortement entamé le pouvoir temporel du pape, malgré les promesses solennelles contraires. — La France avait non-seulement brisé la puissance matérielle de l'Autriche, elle avait anéanti tous les alliés sur lesquels elle pouvait encore étayer une puissance morale, un reste d'équilibre qui lui permît de jouer en Allemagne le rôle qu'elle était appelée à remplir dans l'intérêt de la conservation de la paix et du maintien de la balance des forces dans le monde. Mais là ne s'ar-

rête pas la marche imprudente et désorganisatrice du gouvernement français.

Les Italiens étonnés de leurs succès si rapides et si extraordinaires, portés du jour au lendemain au rang de puissance de premier ordre, se rendaient bien compte, cependant, malgré leur ivresse, des causes et des mobiles de cette grandeur soudaine ; ils savaient à qui ils la devaient ; malgré tout, les nations et les individus, quoi qu'on en puisse dire, ont le sentiment de la reconnaissance et de ce qu'elle leur impose, jusqu'au jour où on les en exonère par un acte quelconque dont ils puissent se saisir, et dont ils se saisissent avidement ; la reconnaissance est un si lourd fardeau, et on a tant de

prétextes pour se permettre hautement l'ingratitude !

Les Italiens se rendaient bien compte de ce qu'ils devaient à la France, et il n'y avait pas un homme d'État ou simplement un homme de bon sens en Italie qui ne dît ou qui ne pensât que, pour prix des bienfaits immenses conférés par la France à l'Italie, bienfaits souhaités depuis des siècles, présentés par des écrivains éminents à l'espoir des générations, et que l'Italie seule n'aurait jamais pu obtenir, qu'aucune autre puissance que la France ne pouvait lui accorder, que pour prix de pareils bienfaits inespérés, inappréciables, et qui avaient amené l'affaiblissement de la meilleure, de la seule alliée de la France sur le con-

tinent, la France attendait quelque chose de noble, de grand, de décisif de la part de l'Italie. Quoi? on n'a pas besoin de chercher longtemps : son alliance dans une guerre inévitable avec l'Allemagne. Eh bien! comble de l'aveuglement et de la folie, c'est la France elle-même qui, par l'entremise de son gouvernement, délie l'Italie de sa reconnaissance, l'exonère du fardeau glorieux qu'elle sait qu'elle porte et qu'elle ne peut déposer qu'après avoir payé sa dette. La France délie l'Italie, mais non pas en la neutralisant, non, c'est en la rendant forcément hostile, en mettant sa main dans la main de l'ennemie la plus haineuse, la plus dévorée de rancunes savamment entretenues, la plus irréconciliable de

la France et du nom français; nous n'avons pas besoin de nommer la Prusse. De ce jour-là, l'Italie était devenue notre ennemie, et, elle aussi devait, hélas! se réjouir de nos désastres et en tirer profit, et nous insulter même au moment de notre chute, en rendant évident pour tout le monde notre affaissement.

Remontons encore rapidement vers le passé.

L'Europe s'était coalisée contre nous en 1814 et en 1815, et en 1815 surtout, la coalition n'était que trop excusable, le funeste coup d'État du retour de l'île d'Elbe, si fatal à la France, ne l'avait que trop provoquée. Nous nous sommes déjà nettement expliqué sur ce point à

une époque où il y avait quelque courage à le faire (1).

La France avait gardé un cruel souvenir de l'invasion de 1815; mais au lieu d'en faire retomber la faute principale sur l'homme prodigieux qui lui avait fait connaître tant de malheurs à côté de grandeurs extraordinaires, elle avait pendant longtemps gardé rancune aux envahisseurs, mais ses rancunes et sa haine avec un instinct profond, cet instinct qui ne trompe jamais les peuples, s'adressaient à la Prusse. Quand donc, en 1848, le suffrage universel appela à la tête du pouvoir exécutif en

(1) Voir : *La Monarchie selon le suffrage universel.*

France le prince Louis-Napoléon Bonaparte, on ne peut raisonnablement pas nier que la France, outre le désir de se donner un gouvernement régulier, ne fût mue par le sentiment qu'elle protestait hautement contre les envahisseurs de 1815. C'est ce même sentiment qui, bien certainement, fit accepter le coup d'État en 1851. L'empire une fois fait, une attente immense succéda aux troubles et au malaise.

L'empereur avait le monde ouvert devant lui pour la paix ou pour la guerre; la paix habilement, honnêtement, politiquement pratiquée, pouvait donner à la France toutes les satisfactions, lui rendre, lui continuer tout son prestige; il choisit la guerre; elle lui réussit grâce

aux armées et aux généraux qu'un régime de liberté, d'honnêteté, de patriotisme et de gouvernement parlementaire, avait préparés et formés. La nation en fut reconnaissante.

De toutes les puissances de l'Europe, la Prusse fut la plus hostile à la cause des alliés ; elle ne cacha point son mauvais vouloir, ce qui n'empêcha pas le gouvernement français de la convoquer au congrès qui se tint à Paris et d'où sortit le traité de 1856, déchiré par la Russie avec une désinvolture si peu respectueuse pour l'Angleterre, comme la convention du mois de septembre 1864 avec l'Italie l'a été par le gouvernement du roi Victor-Emmanuel, aussitôt après un premier désastre. Dans ce congrès

de Paris, pendant lequel l'empereur semble, à l'apogée de sa puissance, être devenu l'arbitre de l'Europe, comme des hommes de bonne foi le lui disaient avec quelque raison; dans ce congrès même éclate la faiblesse de la diplomatie française, entièrement conduite par l'Italie et la Russie, alors qu'elle avait la prétention de prendre l'initiative et de diriger le monde. M. de Cavour introduisit la question du pouvoir temporel du pape qui renfermait dans ses flancs tous les événements qui ont fini par faire rouler la France dans l'abîme, et la Russie inspira l'abolition du droit de course, frappant ainsi à longue échéance les deux grandes puissances maritimes d'impuissance, préparant l'i-

solement de la France et l'abaissement de l'Angleterre.

Tout ce drame sanglant, où la France a été immolée après avoir aidé l'Italie à étouffer violemment la papauté temporelle, semble avoir été préparé dès 1856.

Pendant que le comte Walewski se pavanait dans une béate satisfaction, et que le comte Orloff baisait la main qui devait rendre si tristement à Sedan une épée qui n'était pas celle de la France, voilà comment un véritable homme d'État, le comte de Derby, s'exprimait à la Chambre des lords:

« Quelles que soient les pertes que la Russie a souffertes par cette guerre, quels que soient les embarras qu'elle a éprouvés, je n'hésite pas à dire qu'ils sont plus

que compensés par un seul article gratuitement inséré par les plénipotentiaires français et britanniques, article par lequel, pour me servir des mots de M. Pitt, nous avons sacrifié la grandeur de l'Angleterre sur l'autel de la Russie.

« Le jour viendra où le pays aura l'occasion de se tordre les mains en conséquence de vos actes, et alors nous saurons sur quelle tête il faudra faire peser la responsabilité du déclin et de la chute de l'ascendant maritime de la Grande-Bretagne ! » (22 mai 1816.) Chose remarquable, ce fut le baron de Manteuffel, premier plénipotentiaire de la Prusse, d'une puissance non maritime, qui introduisit cette proposition dans le congrès.

Après la guerre de Crimée, vient

celle d'Italie. En quittant la France, l'empereur avait pris avec une incroyable assurance, à la face de l'Europe, l'engagement de rendre l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique. L'Angleterre, malgré ses préférences d'alors pour l'Autriche et son instinct jaloux des succès de la France, se borna à des protestations ou à des démarches impuissantes; la Russie, sous prétexte de rancunes contre l'ingratitude de l'Autriche, laissa même voir le plaisir que lui causaient des victoires dont le résultat était de briser une résistance qui pouvait la gêner un jour et qui ne la gêne plus aujourd'hui !

La Prusse n'hésita pas à faire entendre ses sourds grognements, à montrer les dents, à agiter ses armes, à décla-

rer qu'elle ne permettrait pas que l'Allemagne fût menacée dans sa sécurité par l'expulsion de l'Autriche du quadrilatère. A Saint-Cloud, au retour de la campagne qui, malgré d'éclatants succès, avait laissé entrevoir la faiblesse du second empire comme celle du premier avait apparu à travers les foudres et les lauriers de Wagram, Napoléon III, en réponse aux basses adulations dont le Sénat était si prodigue, répondit tout bonnement par l'aveu de la vérité; c'était moins sénatorial mais beaucoup plus digne. C'était donc la Prusse qui avait été, pendant la guerre de Crimée, le soutien constant de la Russie, et pendant la guerre d'Italie l'obstacle à l'achèvement des desseins de l'empereur.

C'est encore la Prusse qui, pendant la dernière et malheureuse insurrection de Pologne, prêta ouvertement main-forte à la Russie, une vraie main d'espion et de bourreau, pour étouffer cette insurrection dans le sang. Et cette Prusse, qui avait terminé d'une façon si lugubre pour nous la néfaste journée de Waterloo, qui avait cruellement foulé notre sol après les invasions, c'est elle que l'empereur Napoléon va grandir de ses propres mains et en cimentant son alliance avec l'Italie, il crée à la France deux dangers immenses. Il se préoccupe de la mauvaise configuration des frontières de la Prusse, de son organisation trop faible, il l'invite ouvertement à la conquête du Hanovre ; il prépare, il

amène les triomphes rendus faciles de Sadowa, précurseurs de nos désastres inouïs, de nos effroyables malheurs; les duchés de l'Elbe sont indignement sacrifiés, le Hanovre est englouti violemment par la conquête; l'Autriche est humiliée et brisée. L'Angleterre prend son parti de la ruine de sa vieille alliée, se rit de notre déconvenue, applaudit à l'agrandissement de l'Italie, qui est une des causes de notre décadence comme puissance, et la Russie voit avec une joie muette et profonde s'aplanir la voie à ses vastes et ambitieux projets.

Voilà comment le gouvernement impérial a préparé l'Europe à devenir non-seulement indifférente à nos mal-

heurs, mais même à ressentir une secrète joie de nos désastres.

Le moment était solennel pour la France; en 1866 j'avais l'honneur de la représenter en Italie; j'étais consul général à Turin après l'avoir été pendant plusieurs années à Florence et avoir profondément étudié ce beau et intéressant pays (1).

J'avais vu, avec une amère affliction, se dérouler les événements qui présageaient nos futures catastrophes dès le 15 août 1866, au moment où tout n'était pas encore perdu, où une résolution hardie et virile de la France pouvait encore réparer le mal profond qui avait

(1) Voir l'*Italie, ses réformes, son administration, ses finances.*

été fait, j'écrivis à M. Drouyn de Lhuys, alors ministre des affaires étrangères, ces lignes où, hélas ! je prophétisais les désastres qui nous arrachent aujourd'hui des larmes de sang.

« On attend avec anxiété les résultats des négociations que l'on suppose exister en ce moment entre le cabinet français et celui de Berlin, et cette anxiété s'explique par l'appréhension où l'on est de voir la paix conclue entre la Prusse et l'Autriche avant le règlement de la question des compensations indispensables dues à la France.

« On ne veut accorder qu'un terme très-court au gouvernement de l'empereur pour mettre à profit d'un côté les désappointements donnés à l'Italie de la

part de la Prusse, en lui promettant, d'accord avec l'Autriche, des conditions meilleures que celles qu'elle a aujourd'hui en perspective; de l'autre, le désir encore vivace, certainement, au cœur de l'Autriche de venger ses défaites et de réparer ses terribles désastres; *cette occasion manquée ou abandonnée volontairement*, on redouterait pour la France un avenir si sombre, qu'elle serait obligée de faire appel à *son indomptable énergie* et à *ses immenses forces pour défendre son indépendance*.

« Votre Excellence excusera un pauvre consul général, oublié depuis plus de dix-sept ans dans son grade, d'aborder des considérations de cette gra-

vité, mais elles se présentent à moi d'une façon si accentuée, que j'ai cru qu'il était de mon devoir de ne pas les laisser passer sous silence. »

Sous la protection du pronom *on*, c'était le consul général lui-même qui, éclairé par son patriotisme, se permettait de hasarder des prophéties qui se sont accomplies d'une façon si terrible.

Cette manière de voir était partagée par M. Drouyn de Lhuys; il avait fortement recommandé une action décisive; son conseil n'avait pas été suivi. Il donna sa démission, mais il ne se retira pas immédiatement du ministère; une place au conseil privé fut la récompense de sa condescendance qui eut cependant des limites.

Le 20 août, en réponse à ma dépêche, je recevais une réponse évasive qui se terminait par ces mots :

« Je tiendrais notamment à être éclairé sur le changement qui paraît s'opérer, en ce moment, dans l'opinion en ce qui concerne la Prusse, dont l'influence et l'ascendant ne sont déjà plus les mêmes qu'après la victoire de Sadowa. »

M. Rouher avait probablement, dès ce moment, préparé sa fantasmagorie des trois tronçons de l'Allemagne.

En présence de la gravité des circonstances, du naufrage de l'Autriche, de l'élévation prochaine et menaçante de la Prusse, due à la politique impériale, de la position faite à la France, de l'émotion, de l'effarement de l'opinion

publique, il fallait bien trouver quelques raisons, donner quelques explications, rassurer le pays consterné.

La fameuse circulaire du 16 septembre fut rédigée ; on ne savait pas précisément qui était l'auteur de ce triste document, l'un des plus regrettables qui soient jamais sortis de la chancellerie française ; on l'avait d'abord cru l'œuvre d'une ou plusieurs *plumes* du ministère des affaires étrangères, suivant le jargon adopté. M. le marquis de Gricourt, ex-chambellan et ex-sénateur, dans une brochure publiée à Bruxelles, en revendique hautement l'honneur pour l'empereur lui-même; c'est du courage. M. Drouyn de Lhuys se refusa à la signer, par une lettre dont nous ne pou-

vons pas garantir l'authenticité, mais qui fut reproduite par plusieurs journaux et qui n'a pas été démentie. Elle est, en effet, fort avouable, cette lettre était adressée à l'empereur. La voici :

« Sire,

« J'ai soixante-trois ans, et j'aimerais mieux me faire sauter la cervelle que de mettre mon nom au bas d'un document qui n'est écrit ni par un Français ni en français! »

M. de Moustier, successeur nommé de M. Drouyn de Lhuys, se refusa également à signer la malencontreuse circulaire. M. de Lavalette fut plus dévoué ou plus courageux, ou bien il fut mû par cette considération que, dans le monde diplomatique, il passait pour

n'avoir jamais de sa vie rédigé une dépêche. Le fait est qu'il a trop d'esprit et de sens politique pour avoir composé une pareille pièce. Tant d'hommes d'État, à commencer par l'empereur, au lieu de prendre la seule et virile résolution qu'il y eût à prendre, n'avaient abouti qu'à l'abstention, à la démission, à la signature d'un document qui marque une ère si malheureuse dans la diplomatie française. La marche à suivre était pourtant bien aisée, comme le disait l'illustre duc de Broglie : « Il suffisait de faire monter le portier des affaires étrangères. »

III

Tous ceux qui avaient un cœur français étaient profondément affligés et effrayés de l'avenir de la patrie. A qui s'adresser en présence de la défaillance et de la médiocrité insigne du pouvoir, vers qui élever la voix? Il n'y avait alors en France qu'un homme vers lequel le pays tournait ses regards et dont il at-

tendait de grandes choses. Cet homme, ai-je besoin de dire que c'était M. Thiers? Depuis que je prenais part aux affaires, je l'avais étudié avec une constante attention; je n'avais pas toujours partagé ses vues, mais j'avais toujours admiré ses rares et éminentes qualités et respecté son ardent patriotisme. J'avais, je l'avoue, d'abord pensé, confiant dans les promesses de l'empereur, qu'il harcelait trop son gouvernement dans ses demandes des libertés nécessaires; mais l'hésitation n'était plus possible après les événements de 1866; il fallait se rendre à l'évidence et reconnaître que l'homme qui avait si bien compris, si bien prévu, était le seul qui pût nous aider à échapper aux plus grands pé-

rils. J'écrivis donc à M. Thiers avec l'effusion du patriotisme et le sentiment de la juste admiration qu'il m'inspirait. Entre autres lettres de l'illustre homme d'État, on me saura gré de faire connaître la suivante :

« Mon cher monsieur,

« J'ai reçu avec beaucoup de plaisir et de gratitude votre lettre du 17 juillet, et je vous aurais répondu plus tôt si je n'avais été obligé de m'absenter pour quelques jours.

« Revenu, je vous remercie, d'un suffrage qui a beaucoup de prix à mes yeux venant d'un homme aussi éclairé que vous et aussi versé dans la connaissance des affaires européennes. Je n'ai voulu

tirer de cette désastreuse affaire du Mexique qu'un progrès *pour nos institutions*, comme je l'ai dit et, franchement, on ne peut pas désirer moins ; je crois, en effet, que nous en tirerons quelque chose de semblable, et nous l'aurons payé cher. Malheureusement, on a ici beaucoup de peine à s'éclairer.

« L'Italie va recevoir la plus rude des leçons, celle des événements. Vous verrez que le bilan que j'ai donné de son état financier est le véritable; moins, beaucoup moins de 700 millions de recettes, contre 1,100 millions de dépenses, c'est-à-dire un déficit permanent de 400 millions. Qui peut tenir à un tel état de choses, sans compter une antipa-

thie insurmontable de province à province (1).

« L'État présent ne vit que de la difficulté de refaire le passé ; mais une vie aussi négative ressemble de bien près à la mort. Je crains bien que le résultat de tout cela ne soit un mal immense pour la France (l'unité germanique que l'unité italienne a engendrée), et pour l'Italie encore bien pis que cela : le but qu'elle poursuivait manqué, manqué peut-être à jamais. On ne peut jeter les yeux sur le présent sans voir de tous côtés des spectacles aussi tristes qu'inquiétants, on ne peut se consoler qu'en s'épanchant avec les hommes

(1) Voir l'*Italie, ses réformes, son administration, ses finances.*

éclairés ; vous êtes du nombre et votre approbation m'est infiniment précieuse.

« Agréez, etc.

« Signé : A. THIERS. »

Quelle tristesse, quelles prévisions profondes, quelles lueurs de génie dans ces quelques lignes. Comment la France en était-elle arrivée à cette extrémité, comment la vigilance de son gouvernement avait-elle été endormie à ce point, comment sa vigueur avait-elle été changée en impuissance ? C'est là une grande et solennelle leçon qu'il faut étudier.

Il faut que tout le monde sache comment on arrive à de pareilles catastrophes.

L'empire s'était proposé un but glorieux : donner, rendre à la France ses

frontières naturelles, les Alpes, le Rhin; ces frontières, elle a livré des batailles séculaires pour les obtenir; elle les a quelquefois possédées. La République, à la fin du siècle dernier, les avait conquises; c'était l'empire qui les avait perdues par ses folies et ses crimes; il avait amené, entraîné en France les hordes étrangères qu'il avait été réveiller jusque dans les steppes de la Russie. Il y avait deux manières de reconquérir les frontières naturelles : par la paix ou par la guerre. La paix était la plus longue, mais la plus sûre; si elle ne nous donnait pas les frontières matérielles dont, après tout, nous n'avions pas un besoin vital, elle nous aurait donné un tel rayonnement d'influence et de su-

prématie que nos frontières eussent été portées par le prestige moral du pays, bien au delà des frontières matérielles. Mais, pour suivre ce programme, il fallait en France un gouvernement d'opinion, de vérité, de haute raison et d'honnêteté, et c'est justement ce que le second empire n'a pas été. Il est douteux qu'il ait cherché sincèrement à l'être. Sans les révolutions de 1830 et de 1848, avec le maintien de la maison de Bourbon sur le trône de France, qui peut dire que la France n'aurait pas été depuis longtemps en possession de ses frontières naturelles ?

On peut se demander aujourd'hui si la guerre de Crimée fut politique, et si elle n'a pas été surtout une guerre person-

nelle destinée à sanctionner la rentrée de la dynastie nouvelle dans la famille des rois, et à donner quelque prestige à une couronne que le chef de l'État venait de ceindre à une époque où les couronnes n'éblouissent plus guère.

Quels sont les résultats de la guerre de Crimée après la conférence de Londres et la plate soumission de l'Angleterre aux injonctions de la Russie? Qu'on relise après les protocoles de la dernière conférence, le discours du célèbre Bright, à la Chambre des communes, le 31 mars 1854, et l'on verra quel coup d'œil profond cet homme d'État avait jeté sur l'avenir.

A peine cette guerre terminée, on a devant les yeux la série d'entreprises

belliqueuses, hasardeuses, dont la France allait donner le spectacle au monde. Au sein même du congrès de Paris, comme nous l'avons dit plus haut, le ministre des affaires étrangères de Napoléon III lut un mémorandum dans lequel étaient contenus en germe tous les événements qui devaient amener, en dernière analyse, l'affaiblissement de la France, à savoir le bouleversement de l'état politique dans toute l'Italie, la guerre avec l'Autriche, l'élévation de la Prusse au rang de première puissance militaire par suite de l'humiliation de l'Autriche, de la subordination du reste de l'Allemagne, et la menaçante perspective de la domination de la Russie en Orient. A une époque où tous les grands intérêts

sont solidaires, où toutes les nations ont plus ou moins la volonté d'être consultées pour les affaires qui concernent la fortune et l'existence des citoyens, où après tant d'actes d'une politique violente dans toute l'Europe, et de mépris de la justice, aucun engagement ne devrait être imposé à un pays sans l'avoir convaincu de la justice de sa cause, de la nécessité de dépenser ses trésors et de répandre le sang le plus pur sur les champs de bataille, à une pareille époque l'empereur Napoléon III voulut entamer les plus épineuses entreprises et diriger le pays par des décisions prises uniquement dans le mystère de son cabinet avec quelques affidés, conduire en un mot les affaires de la

France et du monde comme une conspiration, ou comme un petit tyran d'Italie les eût conduites au moyen âge. Malgré cette déplorable tendance, l'empereur Napoléon III n'aurait pas été entraîné sur la pente funeste où le pays a glissé avec lui si, d'une part, il avait été entouré de véritables hommes d'État connaissant les grands intérêts de l'Europe, imbus de saines idées de justice, et capables de résister aux volontés ou aux caprices du souverain, ou bien si ce souverain n'avait pas été l'objet des obsessions de quelques hommes doués d'une grande audace, d'une persévérance diabolique, et complétement dépourvus de scrupules.

Et d'abord on peut dire que le règne

de Napoléon III n'a pas vu un seul homme d'État dans le sens vrai et complet du mot, sachant ce qu'il voulait, résolu à atteindre un but noble, avouable, patriotique. M. Fould a été un banquier habile sans être un financier éminent; M. de Morny avait du coup d'œil, de la décision, une grande pratique des hommes, mais il n'était capable que d'efforts d'un moment, et rien dans son éducation ne le préparait à être homme d'État; d'ailleurs, il n'avait pas le sentiment de l'honnête et du juste. Il n'a pas suffi à lord Georges Bentinck d'être un grand connaisseur en chevaux et d'avoir gagné une belle fortune, par ses paris sur le turf, pour être un homme d'État. Ce noble Anglais avait fait une

sérieuse étude des lois, de la constitution, des intérêts de son pays, et sa forte et mâle intelligence se développait à l'aise dans des débats répétés, variés, souvent approfondis.

M. Billault a défendu avec une grande facilité de paroles toutes les causes qui lui étaient confiées, mais il en aurait défendu d'autres avec la même habileté. C'était un porte-voix, un avocat en habit de ministre d'État, un véritable personnage de théâtre d'un jeu correct, sobre, quelquefois brillant. Enfin, si M. Rouher a montré une aptitude rare pour traiter les questions économiques, et soutenir, avec une puissance où les poumons avaient leur part comme le cerveau, la politique commerciale et libre-

échangiste du règne, s'il est laborieux, hardi, infatigable, s'il comprend et s'approprie les questions avec une étonnante rapidité, il n'a certes pas montré dans les affaires étrangères, la solide et souple étoffe du véritable homme d'État, la connaissance mûrie de l'histoire et des intérêts des peuples, qui fait la grande politique. Il ne fallait pas se borner à ressentir des angoisses après Sadowa ; il ne fallait pas se payer et payer la France d'un leurre d'équilibre allemand, et chercher, par des moyens qui touchent à la bouffonnerie, à éblouir ce malheureux pays.

Sauf M. Drouin de Lhuys, qui a montré dans quelques circonstances des qualités supérieures, il ne viendra à l'es-

prit de personne de placer parmi les hommes d'État les autres ministres des affaires étrangères du second empire. Quoi qu'il en soit, aucun des hommes ayant partagé le pouvoir avec Napoléon III, ou en ayant reçu la délégation de ses mains, n'a eu la force, le talent ou le crédit de le soutenir contre ses propres défaillances, ou de le protéger contre les entreprises des trois hommes qui ont exercé sur lui le plus d'influence et qui ont contribué en dernière analyse, à travers des fortunes diverses, à amener l'une des chutes les plus lamentables et les plus honteuses dont l'histoire ait jamais fait mention.

IV

Ces trois hommes, ces trois funestes génies, ces trois fléaux furent Cavour, Prim et Bismarck. Supprimez ces trois hommes et le règne de Napoléon III s'achève paisiblement, peut-être même honorablement, si les passions étaient moins surexcitées, je dirais glorieusement, peut-être avec l'édifice couronné.

Supprimez Napoléon III et ces trois hommes qui ne sont point de grands hommes, dont le dernier est à peine un grand Prussien, qui ont occupé, dont le dernier seul survivant occupe une si haute situation, ces trois hommes se seraient agités inutilement pour accomplir leur œuvre. Avec les divers gouvernements que nous avons eus en France depuis la chute du premier empire, ni M. de Cavour, ni le général Prim, ni M. de Bismarck n'eussent réussi : le bon sens, le sentiment français suffisaient pour les éconduire.

Cavour est mort dans la force de l'âge et à l'époque de sa puissance avec une âme tranquille; Prim a roulé sous les balles des tromblons d'infâmes assassins;

M. le prince Otto de Bismarck-Schœnhausen est monté sur une pyramide faite des ruines de nos cités, des cadavres de nos malheureux compatriotes, cimentée par le sang généreux des enfants de la France et son million de thalers représente le sang et les larmes accumulés de milliers de familles françaises rançonnées, spoliées, égorgées, mais tout cela ne fait pas la grandeur pas plus que la couronne impériale du roi Guillaume ne brille des vrais rayons de la gloire. Les flatteries des nations teutonnes, comme les appelle M. de Bismarck avec amour, ne donneront le change à personne. Au temps où l'on croyait à l'astrologie, un Ruggieri ou un Nostradamus aurait, sans doute, été épouvanté de voir

se combiner dans la moire et le sombre azur du firmament, les constellations de ces quatre personnages entourées de cercles rutilants et sanglants, présages des horribles incendies, des effroyables massacres qui ont marqué la trace de leur existence.

De Turin, de Madrid, de Berlin, ces trois hommes prédestinés aux malheurs et aux catastrophes de la France, se sont transportés, non point ensemble comme les sorcières de Macbeth, mais séparément chacun à son tour, à l'heure fixée par le destin, aurait dit un païen, à l'heure marquée par Dieu, dirons-nous, non sur une lande déserte et sauvage, attristée par le cri lugubre de l'orfraie et la note lamentable du crapaud, mais dans

trois riants séjours de cette France qui abonde en charmants et gracieux paysages, pour venir comme Méphistophélès à l'oreille d'un Faust couronné, avide de jouissances, de gloire et d'avenir pour sa maison et même pour son pays, offrir la puissance sans bornes, l'empire sans rivaux, les ineffables jouissances de la domination et de la gloire atteignant un but « che era follia sperar. »

Disons-le sans hésitation, il aurait fallu une âme bien forte pour résister alors que manquaient l'obstacle des fortes institutions d'un pays se gouvernant lui-même et le sentiment profond de la justice.

Le premier qui apparut fut le gentilhomme piémontais. L'éducation du comte

Camillo Benso di Cavour était plutôt anglo-française qu'italienne, il parlait médiocrement la langue de Machiavel, mais il avait le génie éminemment italien de ce profond esprit, et il l'avait soigneusement cultivé en ne négligeant rien de ce que les sciences modernes pouvaient apporter de ressources et de forces à l'art de gouverner. M. de Cavour avait fait sienne l'idée d'un grand royaume d'Italie sans en arrêter précisément la constitution et l'organisation dans son esprit, mais il entrevoyait clairement à travers la fumée, les nuages, les luttes, le sang, l'or et les intrigues, l'élévation prodigieuse de la maison de Savoie et l'agrandissement de ses États au point d'absorber toute l'Italie; les

Autrichiens se retiraient devant les descendants d'Humbert aux blanches mains et du comte Verde, les princes de la maison d'Autriche et de Bourbon pliaient bagages et les clefs souveraines elles-mêmes, « le somme chiavi, » rentraient peu à peu dans le sanctuaire. De ce rêve immense, comment faire une réalité? Comment le petit Piémont, déjà fait comme l'Autriche de pièces et de morceaux, qui a pris Novare à la Lombardie, qui a accepté les dépouilles de la république de Gênes et la Ligurie des distributeurs de peuples en 1815, malgré les protestations des Gênois, qui réunit sous un même sceptre la Savoie toute française, son antique patrimoine, à l'île de Sardaigne, mauresque et espagnole,

comment ce petit pays, sauvé du naufrage par Emmanuel-Philibert, et grandi sans cesse par ses successeurs, fera-t-il pour accomplir les destinées rêvées par le comte de Cavour et son royal maître? Le Piémont est bien faible, disait-il, mais que ne peut-il faire avec les armées et les trésors de la France; c'était l'œuf de ce nouveau Christophe Colomb.

L'empereur était préparé à ces plans; un patricien lombard, connu longtemps en Italie sous le nom « d'ami de César, » avait été envoyé à Paris pendant la présidence, par Gioberti et avait dû engager à la patience le chef du cabinet piémontais. Le moment n'était pas venu de passer les Alpes ; il y avait, avant ce passage, le Rubicon, à passer en France;

il était passé quand vint M. de Cavour. Les lauriers de Crimée avaient même un peu perdu de leur éclat. Cependant on était encore dans les beaux jours de l'empire. L'empereur était à Plombières, dans ce charmant pays des Vosges si sincèrement français comme les nobles provinces qui viennent de nous être extorquées; il traçait des promenades, faisait construire des bains, élevait des églises, dansait « la boulangère a des écus » et le carillon de Dunkerque sur la prairie d'Efférival, et visitait Gerardmer et le ballon d'Alsace.

On connaît le succès rapidement remporté par le comte de Cavour. Celui qui écrit ces lignes l'a vu bras dessus, bras dessous, avec l'empereur, dans une des

nouvelles promenades créées à Plombières. Dans cette promenade qui dura longtemps et qui excitait la curiosité de ceux, en très-petit nombre, qui connaissaient le comte de Cavour, les destinées de l'Italie, de Rome, de la France furent scellées ; Magenta et Solferino, Sadowa et Sedan doivent leur origine à l'entrevue de Plombières. Je ne veux pas faire ici l'histoire d'Italie, rappeler la paix de Villafranca, le traité de Zurich et retracer les audacieuses intrigues et les coups de main de pirates et de bandits, qui jetèrent à bas les trônes de Toscane, des Deux-Siciles, et enlevèrent au pape l'Émilie, l'Ombrie, les Marches. Il faut lire tout cela dans « l'Epistolario de la Farina » et le très-remarquable « Diario »

de l'amiral Persano, qui raconte avec une entière franchise ce qu'il appelle lui-même « la politica birbona di Cavour. » Il y a là la matière, le sujet d'une très-curieuse étude. Un mot peindra M. de Cavour: il n'avait aucun scrupule. Cet homme si simple, si bienveillant dans le commerce habituel de la vie, dont la société avait tant de charme pour ses amis, était inflexible dans ses vues et ses desseins une fois arrêtés. Cela se lisait dans ce front large et méditatif, dans ces yeux clairs et fins abrités derrière des lunettes d'or et qui étaient l'expression d'une volonté immuable, dans cette bouche où le dédain s'alliait à une sorte de pitié pour tous ceux qui voulaient traverser ses desseins. Tel est le premier

homme fatal qui s'empara de la volonté, du génie de Napoléon III.

Certes, l'empereur ne voulait ni de l'invasion de la Sicile, ni des piéges tendus au jeune roi de Naples, ni des trahisons qui le poussèrent dans la forteresse de Gaëte, ni du siége de cette place, ni du bombardement d'Ancône, ni de la boucherie de Castelfidardo, mais il s'était livré à une intelligence qui le dominait, et on a pu attribuer à M. de Cavour ces mots significatifs : « Je l'ai jeté à l'eau, il faut qu'il nage. » Mais si M. de Cavour avait pour son pays et pour son roi une ambition inexorable, la loyauté, une loyauté relative n'était pas entièrement bannie de son âme. La Savoie, le comté de Nice furent cédés à la France,

bien faible dédommagement, il est vrai, à côté d'un grand royaume d'Italie.

L'Angleterre, si favorable d'abord à l'Autriche, si mal disposée en faveur du triomphe des armes françaises et piémontaises, était passée avec sa facilité habituelle du côté de l'Italie, et prêtait à M. de Cavour le concours de sa presse, de son Parlement, de son gouvernement d'opinion, pour peser sur la France et obliger l'empereur à aller jusqu'au bout dans une voie où il aurait sans doute voulu s'arrêter, malgré les éperons qui ne lui étaient pas ménagés dans son entourage. Un moment, le roi de Naples, défendant héroïquement Gaëte avec sa jeune épouse à ses côtés, fut l'objet de la plus vive symphatie même

dans le ministère impérial, et nous avons entendu l'expression d'un noble sentiment d'admiration de la bouche d'un ministre des affaires étrangères de cette époque, dont l'indépendance n'était pas certes le trait dominant.

Cavour est mort en bon chrétien; le roi s'est vite consolé de ne plus avoir un conseiller importun, qui parlait quelquefois comme le souverain par l'intelligence, et à qui une sépulture avait été réservée à côté des rois à la Superga, s'il n'avait pas voulu reposer auprès des siens à Santena. La gloire de Magenta et de Solferino est déjà affaiblie; le passé n'occupe plus les esprits, le présent ne satisfait pas, l'avenir est incertain; la nation comprend vaguement que les

annexions ne l'ont pas grandie, que le but de la guerre n'a pas été vraiment français ; elle n'a point abandonné les espérances de liberté, de grandeur morale, de développement des institutions modernes ; l'empereur tâtonne ; il s'est lassé de Plombières ; les bains, les promenades, les églises sont achevés ; il est à Vichy qu'il va aussi transformer. Le second homme fatal apparaît sur la scène. Aux promenades le long de l'Eau-Gronne, ont succédé les promenades le long de l'Allier, avec son calme et lointain horizon.

Cette fois, c'est un aventurier de la race des Cortez et des Pizarre, moins le génie. L'audace est son trait caractéristique, la hâblerie un de ses grands

moyens ; il est magnifique, brave, populaire; il a l'orgueil traditionnel du sol natal. Il est devenu général, marquis, grand d'Espagne.

Il a surtout fait son chemin par les conspirations militaires, façon très-commune d'obtenir des grades en Espagne. Son apparition en Orient à côté du serdar Omer-Pacha (1), homme de guerre bien autrement sérieux que lui, à la tête de quelques gendarmes espagnols, a surtout eu du retentissement, grâce à la voie habilement employée des journaux, et au Maroc, son rôle reste secondaire. Son ambition est immense ; elle n'a d'égale que sa facilité à quitter ses protec-

(1) Voir *Chrétiens et Turcs : la Guerre sur le Danube.*

trices couronnées et à les reprendre.

Le général Prim, nous espérons que le lecteur l'a reconnu, vient à Vichy, s'y rencontre avec l'empereur qu'il est venu chercher, et lui persuade de faire la campagne du Mexique. Que Prim ait rêvé d'entrer à Mexico et d'y renouveler le triomphe de Cortez, qu'il ait un moment sérieusement songé à ceindre une couronne impériale, rien n'est plus aisé à croire; que des spéculations audacieuses se soient alliées à son ambition démesurée, cela n'est sans doute que trop vrai; mais que l'empereur Napoléon III se soit laissé persuader et convaincre par un homme comme don Juan Prim, marquis de Castillajos, voilà ce que n'a pu comprendre aucun de ceux

qui ont connu le malheureux maréchal, et cependant c'est l'empereur lui-même qui lui a écrit : « Vos rêves de Vichy sont accomplis. » Prim ne se contente pas d'entraîner l'empereur au Mexique et de l'y compromettre à tout jamais avec les États-Unis de l'Amérique du Nord ; il le trahit, il abandonne une expédition faite pour relever le prestige de l'Espagne, pour s'opposer aux empiétements de la race anglo-saxonne ; il rend les Anglais complices volontaires de sa défection; il prépare les immenses pertes matérielles et morales que nous faisons au Mexique, et qui creusent l'abîme dans lequel est tombé Napoléon III, et quand, après ses longues courses diplomatiques à la recherche

d'un candidat au trône d'Espagne, il en trouve un, ce candidat est un parent du roi Guillaume et un protégé de M. de Bismarck, un Hohenzollern, un prince jeté entre les jambes de Napoléon III, qui le fait trébucher et tomber dans la poussière.

Prim, le représentant d'une nation qui se dit latine, qui se dit une nation sœur, s'était entendu avec le chancelier de la Confédération du Nord pour démembrer la France du côté des Pyrénées, pendant que les Allemands la mutileraient sur le Rhin et la Moselle et que les Italiens déchireraient la Convention de 1864 et se tiendraient prêts à nous arracher notre département des Alpes-Maritimes. Voilà le chemin que nous

ont fait faire les aventures et les aventuriers politiques.

Quatre ans avant, l'empereur s'était aussi servi d'un Hohenzollern pour faciliter à la Prusse ses attaques contre l'Autriche, en aidant ce frère même du candidat au trône d'Espagne à s'asseoir sur le trône roumain. L'idée de remplacer les Cobourg par les Hohenzollern n'est donc pas uniquement due à M. de Bismarck.

Nous n'avons encore fait qu'entrevoir le troisième homme fatal ; le voici, il vient le dernier : la faulx de la mort est entre ses mains.

V

En 1863, peu de temps avant sa mort, M. Dupin réunissait, à un de ses anniversaires qui se trouvait être le 24 février, ses amis, ses collègues de l'Académie, de la Chambre; MM. Guizot et Thiers arrivèrent des premiers. On commençait déjà, à cette époque, à s'occuper de M. de Bismarck. On se mit à en parler.

M. Guizot dit, avec la solennité qui lui est habituelle et qui n'a rien d'affecté : « M. de Bismarck est un esprit faux ; je le connais, il perdra la monarchie. » Ces paroles semblent bien loin aujourd'hui de devenir une vérité ; attendons et rappelons-nous l'entretien de Crésus et de Solon.

Il n'entre ni dans notre plan ni dans nos idées de faire ici une biographie du chancelier de la Confédération du Nord de l'Allemagne. Nous laisserons ce soin à des écrivains ayant, sous tous les rapports, bien plus d'autorité que nous, ayant vécu dans son intimité pendant la période trop longue de la guerre qui finit à peine, disposés à manier d'une main exercée et complaisante les en-

censoirs en métal massif qui doivent brûler devant un si heureux homme d'Etat. La louange ne serait pas agréable à M. de Bismarck si elle n'était assaisonnée d'insultes grossières et d'injures amères jetées à la face d'un ennemi vaincu et qu'il faut déchirer après l'avoir saigné aux quatre membres, et de pareils biographes ne doivent pas être pris ailleurs que dans les trois grandes nations teutonnes ; l'Amérique du Nord et l'Angleterre disputeront cet honneur à l'Allemagne. Cependant, avant le succès inattendu, inouï qui a couronné les armes allemandes, il se trouvait dans le pays même qui a fourni des correspondants si chevaleresques et si désintéressés à des journaux célèbres par la haute

et courageuse impartialité avec laquelle ils ont attaqué, avec acharnement, et dans toutes les circonstances, une alliée jadis bien recherchée, courtisée, souvent adulée, il se trouvait des écrivains inaccessibles à toute autre considération que celles qui sont inspirées par la justice et la vérité.

Voilà, par exemple, en quels termes un publiciste anglais appréciait la manière dont M. de Bismarck s'était conduit envers l'Autriche dans les rapports et la longue lutte diplomatiques qui commencèrent avec la convention de Gastein et finirent par amener la guerre de 1866. On sait que l'Italie, qui avait d'abord été très-refroidie à l'égard de la Prusse par cette même convention de Gastein,

avait été poussée par l'empereur Napoléon à s'allier à la Prusse, et que le général Govone avait signé, le 8 avril 1866, à Berlin, un traité que l'on pouvait considérer comme un contrat qui n'était pas bilatéral. L'Italie était enchaînée tandis que la Prusse restait libre.

« Avec la signature de ce traité, la carte vénitienne était perdue pour l'Autriche, et ce fut sans aucune utilité que, peu de temps avant que la guerre éclatât, elle avait cédé cette province à la France par un traité secret. L'Italie avait lié ses destinées à celles de la Prusse et ne pouvait pas accepter la cession sans le consentement de son alliée. Quelques jours après la signature de cette alliance offensive contre l'Autriche, le comte de

Bismarck *continua, avec une perfidie et une impudence consommées*, à protester que les sentiments du roi son maître étaient amicaux pour l'empereur, et à se plaindre que l'Autriche méditait une attaque sur les possessions prussiennes. » (*Revue d'Edimbourg*, du mois d'octobre 1869.)

Voici maintenant, d'après le même écrivain, un portrait en pied du personnage prussien :

« C'est un homme du type de Richelieu et de Pombal; mais ce type d'homme d'État n'est plus de mise dans notre siècle, au moins pour obtenir un succès durable. Nous ne pouvons donc le considérer comme étant réellement un grand homme d'État, quoiqu'il ait certainement

des dons de l'ordre le plus élevé. C'est un diplomate et un négociateur de première qualité. Personne ne peut captiver plus adroitement ceux qu'il a besoin de gagner, personne ne sait mieux que lui frapper au bon moment, ou attendre que la marée soit en sa faveur. Son courage personnel est grand physiquement et moralement; tous les moyens lui sont bons pour arriver à ses fins. Il n'est pas naturellement éloquent, mais ses discours font généralement impression et sont pleins d'arguments serrés. C'est un compagnon supérieur en société; il a de l'esprit, du naturel, une conversation étincelante. Sa vie privée est pure, personne ne l'a jamais accusé d'avoir tiré parti de sa haute position

pour obtenir des avantages pécuniaires. Il est naturel que de pareilles qualités, soutenues par une volonté indomptable, une forte confiance en soi-même, et une constitution robuste dès l'origine, puissent accomplir beaucoup de choses; mais, à côté de ces vertus, les ombres les plus sombres ne font pas défaut. Nous ne lui reprochons pas son ambition; il est naturel qu'un pareil homme soit ambitieux, mais son ambition n'identifie pas son pouvoir personnel avec les intérêts de son pays. Tout chez lui est personnel. Il ne pardonne jamais un dédain et persécute les gens qui l'ont offensé avec la plus indigne malice. Sa forte volonté tombe fréquemment dans une absurde obstination. Il est craint par ses

subordonnés : mais nous n'avons jamais entendu dire qu'il fût aimé de qui que ce soit. Il peut dire tout le contraire de la vérité avec un calme stupéfiant ; plus souvent encore, il dira la vérité toute nue quand il sait qu'il ne sera pas cru. C'est un grand comédien qui remplit admirablement les rôles qu'il veut jouer. Il sait comment flatter ses interlocuteurs en affectant un air de sincère admiration pour leurs talents ; il les laisse charmés de sa condescendance pendant qu'il rit des imbéciles qui ont pris ses belles paroles pour de la monnaie de bon aloi. Son mépris des hommes est profond ; il déteste l'indépendance de caractère, mais il la respecte probablement. Il n'a pas laissé un seul homme de carac-

tère dans tout le ministère ou les positions les plus importantes du service civil. Il n'y a personne, il n'y a rien qui puisse échapper au ricanement de cet homme. »

Un autre trait peu connu, mais dont l'authenticité peut être garantie, mérite d'être rapporté. Lors de la dernière et si malheureuse insurrection de Pologne, la Prusse signa avec la Russie un cartel pour l'échange des prisonniers et prit ainsi odieusement le rôle de belligérant; ces prisonniers étaient de malheureux fugitifs échappés aux balles russes, pour être condamnés aux tortures de la Sibérie. Notre ambassadeur à Berlin, à cette époque, le baron de Talleyrand, à qui M. de Bismarck ne reprochera pas

de ne pas savoir l'allemand, lui demanda des explications sur la signature de ce cartel d'échange aussitôt que le bruit s'en répandit dans le public. M. de Bismarck nia hautement le fait, donna non-seulement sa parole de ministre, mais encore sa parole de gentilhomme, que tout était faux. L'acte avait été signé le matin même.

Est-ce là l'honneur prussien!

Cavour et Prim sont certainement dépassés; la haute raison du premier, la vantardise du second les élevaient quelquefois jusqu'à la loyauté. C'est là un sentiment complétement inconnu à M. de Bismarck. Il suffit, au contraire, pour prouver par un seul fait ce qui a été si bien qualifié d'outrageante déloyauté, de

rappeler la ruse honteuse à laquelle il est descendu à propos du prétendu traité proposé et écrit par M. Benedetti pour l'annexion de la Belgique.

Voilà l'homme avec qui l'empereur devait lutter, voilà l'antagoniste que M. Jules Favre a eu en face de lui à Ferrières après le 4 septembre, et avec lequel il a négocié et conclu l'armistice qui a permis de ravitailler Paris, mais à quel prix ! Franchement la partie n'était pas égale. Napoléon III connaissait la politique étrangère, les cours, les hommes d'État de l'Europe, il en avait fait une étude pratique de plusieurs années ; il avait joué jusqu'alors un rôle, non-seulement très-considérable, mais même prépondérant sur le grand théâtre

du monde, et sur beaucoup de points, en élévation de pensée, en sentiments vraiment humains, il valait mieux que son antagoniste; on peut rendre cette justice à un souverain tombé; la grande infériorité de Napoléon III à l'égard de M. de Bismarck, c'est qu'il n'était pas assez Français, tandis que M. de Bismarck était, est avant tout Prussien, Allemand après, homme, oui, parce qu'il n'est ni ange ni démon. M. de Bismarck, comme le premier Pitt, s'était proposé d'abaisser la France qu'il hait profondément comme tout Prussien, parce que le Prussien est essentiellement haineux, envieux, dominé par la rancune. Si l'empereur avait eu dans le cœur une bonne haine pour la Prusse, ainsi qu'il aurait dû

l'avoir, ainsi qu'il en avait eu l'instinct dans sa jeunesse, il n'aurait pas été enlacé comme il l'a été par M. de Bismarck, il n'aurait pas été étouffé dans ses bras homicides. A défaut de haine, s'il avait eu un profond sentiment de la justice, il n'aurait pas été subjugué par son adversaire. Il y a en France des traces profondes du noble esprit de chevalerie qui a joué chez nous un si grand rôle, qui a racheté les fautes de quelques-uns de nos personnages les plus sympathiques, et qui a jeté sur la nation en général un éclat, un charme, un attrait que l'Europe subissait sans nous en vouloir; cet esprit chevaleresque n'existe nulle part, dans aucun pays, au degré où il est en France. C'est une grande infério-

rité dans les relations politiques comme dans la guerre de nos jours. Les idées cosmopolites, les guerres entreprises pour une idée, les intérêts généraux de l'humanité, l'hésitation devant les moyens de destruction, les combats de générosité comme à Fontenoy ne sont plus que de coupables faiblesses quand on a affaire à un ennemi pour qui tous les moyens sont bons, qui élève l'espionnage au rang d'une institution nationale, et fait de la trahison de l'hospitalité un dogme, qui a inventé le canon Krupp et érigé en système que le meilleur moyen de forcer une garnison à se rendre, c'est d'incendier les églises, les couvents, les hôpitaux, de joncher les rues et les maisons de cadavres de

femmes et d'enfants, et de brûler les paysans. Une autre cause mettait l'empereur vis-à-vis de M. de Bismarck dans une situation d'infériorité notoire; M. de Bismarck ne pensait qu'à la Prusse et à lui-même; c'était tout pour lui. L'empereur n'avait jamais eu une politique purement française; la guerre de Crimée, politique par certains côtés, avait eu pour point de départ un désappointement, une blessure personnelle; l'alliance russe qui eût pu donner de si grands résultats fut sacrifiée pour une question de formalité et de courtoisie de chancellerie; — dans la guerre d'Italie l'intérêt français n'était que bien faiblement indiqué, des hommes éminents ont même persisté à croire qu'il y était

tout à fait contraire; — en 1866, c'était encore et surtout la question italienne, celle de la Vénétie qui préoccupait l'empereur.

M. de Bismarck eut l'art de le découvrir et l'habileté d'agir en conséquence; le roi Guillaume, blessé de l'attitude que la France avait prise et du langage très-ferme et très-digne que M. Drouyn de Lhuys avait tenu après la convention de Gastein, s'était opposé au voyage que M. de Bismarck voulait faire à Biaritz; le ministre des affaires étrangères du roi de Prusse, qui avait son plan tout tracé et qui avait décidé de faire servir l'empereur qu'il connaissait bien à ce plan, obtint des Tuileries qu'une démarche du ministre des affaires étran-

gères de l'empereur atténuerait l'effet produit par la dépêche concernant la convention de Gastein, et il put se rendre à la villa Eugénie.

VI

Le Piémontais avait eu pour scène, dans sa négociation avec l'empereur, les sapins et la verdure des Vosges; le Poméranien eut pour horizon l'azur de l'Océan et les sommets des Pyrénées.

M. de Bismarck avait été ambassadeur à Paris et avait fait usage de tout son art pour obtenir les bonnes grâces du

souverain auprès de qui il était accrédité. Il fut un des favoris de la cour des Tuileries, et sa perspicacité en découvrit bientôt tous les côtés faibles. Quoiqu'il fût à Biaritz un hôte attendu, désiré même, l'empereur sentait instinctivement que c'était un hôte dangereux, que la lumière qui rayonnait autour de lui était tout autre que céleste, qu'il fallait être sur ses gardes et se méfier de tout ce que proposerait un homme aussi habile. M. de Bismarck n'est pas grec, mais ses dons inspiraient de la terreur. Napoléon III n'était pas, comme le docteur Faust, désespéré au point de prêter une oreille avide aux offres de Méphistophélès, et s'il eût été un souverain sincèrement constitutionnel et profon-

dément français, son ministre des affaires étrangères ne l'aurait jamais laissé exposé seul aux entreprises de M. de Bismarck, mais un ministre comme M. Drouyn de Lhuys était gênant. Il aurait apporté trop de réserves dans les relations, il aurait empêché des confidences hasardées, l'exposition de plans trop hardis. On trouva un autre moyen : la villa Eugénie avait pour hôte, en même temps que M. de Bismarck, un homme d'un bon sens aussi rare que son esprit était charmant, et d'un imperturbable sang-froid; son scepticisme élégant et la rectitude de son jugement aussi bien que de son caractère en faisaient, non point un antagoniste, il n'était point question d'en opposer à M. de Bismarck,

mais un observateur sévère, une espèce de Mentor de bonne société capable de contenir des audaces trop grandes et de réduire à des proportions raisonnables des projets trop ambitieux.

M. Prosper Mérimée, qui ne se doutait pas, en écrivant « le théâtre de Clara Gazul, » et « la chronique sous Charles IX, » qu'il serait appelé à jouer un rôle diplomatique aussi important, reçut pour instruction de ne laisser jamais l'empereur exposé seul aux entreprises ou même aux trop sincères ouvertures de M. de Bismarck. Cette crainte seule du tête-à-tête trahissait la faiblesse de l'empereur en face de M. de Bismarck ; c'était quelque chose comme l'embarras qui caractérise le commencement et la fin

des grandes passions. Chaque fois que, soit au salon, dans le parc de la villa, au bord de la mer, l'hôte du nord allait entamer les questions qui l'avaient amené à Biaritz, Prosper Mérimée apparaissait avec une aisance pleine d'aplomb et une familiarité respectueuse, pour prendre part à la conversation. M. de Bismarck devina bientôt le parti pris; il prit le sien en présageant que la victoire était à moitié avouée et au lieu d'un trio qui ne lui convenait pas, il déroula, un jour à déjeuner, avec une rondeur de grand seigneur, tout son plan de campagne, c'est-à-dire tout ce que la Prusse a exécuté en 1866. Le silence glacial, la stupéfaction de la société réunie autour de la table ne l'arrêtèrent pas un mo-

ment; il dit tout ce qu'il voulait dire : « Et j'ai, moi, Otto de Bismarck, laissé copie à l'empereur Napoléon, parlant à sa personne. » Après le déjeuner, l'empereur sortit avec Prosper Mérimée et lui dit ces seuls mots : « Il est plus fort que je ne croyais. » Hélas ! oui, il était même trop fort, et contre un pareil homme il n'y avait qu'une arme, c'était la passion de la gloire et de la grandeur française, la haine du prussianisme, la haine de la violence, de l'iniquité, de la fourberie, la volonté bien arrêtée de faire passer les intérêts de la France avant toute chose. Voilà ce qu'il fallait montrer à ce tentateur, c'était d'autant plus aisé qu'il n'offrait pas, quoiqu'il l'eût dit depuis, les frontières

du Rhin d'une façon positive ; il les laissait entrevoir. Une fois le coup porté à déjeuner, les entretiens se multiplièrent. Il y aurait de l'outrecuidance et peu de droiture à prétendre les connaître et surtout à l'affirmer, mais on peut, sans trop s'aventurer, sans avoir la prétention d'avoir entendu des conversations qui devaient avoir des résultats aussi formidables, dire que M. de Bismarck montra une habileté consommée; il avait vite compris, ainsi que nous l'avons dit plus haut, que la délivrance de Venise et le rachat de la promesse « des Alpes à l'Adriatique, » occupaient surtout l'empereur. Il vit aussi que Napoléon III avait encore une telle confiance dans la puissance militaire de

l'Autriche, qu'il s'inquiétait avec une paternelle bonté du sort qui attendait la Prusse ; il appréhendait la défaite, trop facile, de l'armée qui avait compté dans ses rangs le féroce et insensé Blücher, et dont tous les généraux, tous les officiers, tous les soldats n'aspiraient qu'à renouveler les massacres de Katzbach, de Liepsig, de la Haye-Sainte. M. de Bismarck se garda bien de le détromper, et l'empereur, se méprenant sur la force intrinsèque de la Prusse, ne connaissant pas les intrigues au moyen desquelles l'armée autrichienne était travaillée créa, de toute son influence, cette alliance italo-prussienne, que nous avons déjà caractérisée, avec l'espoir que la lutte s'engageant, se prolongeant,

il arriverait « in medias res » comme un « Deus ex machinâ, » et qu'il dicterait de nouveau des lois à l'Europe.

A la faveur de l'erreur profonde dans laquelle M. de Bismarck avait endormi l'hôte impérial de Biaritz, il avait échappé à la nécessité de promettre positivement, quoi que ce fût, de s'engager irrévocablement.

« Ni le roi, ni personne, en Prusse, en Allemagne, ne pouvait, au moment même où un appel suprême était fait à l'esprit germanique, consentir à une cession quelconque de territoire, encore moins se lier par un traité, c'eût été s'exposer à un véritable soulèvement en Allemagne; mais la guerre allait nécessairement entraîner les armées prussiennes

loin de leur base d'opération, elles entreraient dans le Hanovre, en Saxe, elles passeraient l'Egger et occuperaient la Bohême. L'empereur Napoléon pourrait alors, de son côté, faire occuper les provinces du Rhin, où il n'y avait ni un fusil, ni un casque, ni une lance ; où les casernes étaient vides ; il pourrait même occuper la Belgique, surtout la Belgique. Une fois ces occupations opérées provisoirement et uniquement à titre de sécurité personnelle, on attendrait la paix, on prendrait une décision ; les Prussiens, heureux alors de leurs grandes acquisitions dans le nord et le midi de l'Allemagne, pourraient consentir à bien des changements, l'Europe elle-même les accepterait. »

Nous croyons que c'est là, avec une grande vérité, le sens des discours tenus par M. de Bismarck; nous ne pensons pas qu'il soit possible de le nier.

Si le comte de Bismarck savait que la puissance de l'Autriche était creuse, s'il connaissait par quel travail souterrain il avait miné cette vieille monarchie, s'il avait l'assurance que, prise entre la Prusse et l'Italie, obligée de détacher une partie notable de ses forces pour défendre le quadrilatère, elle devait s'écrouler, il n'était pas moins bien renseigné en ce qui touchait la France. — Il savait dans quelle situation son ami Prim et l'expédition du Mexique avaient mis le grand pays qui avait vaincu à Malakoff et à Solferino. Il savait

combien l'empire était affaibli, combien son administration, son armée, sa diplomatie étaient au-dessous de ce que le pays était en droit d'attendre. Le pouvoir de Napoléon était ébranlé comme celui de François-Joseph. L'événement prouva la sagacité et la clairvoyance du comte de Bismarck et l'ineptie du gouvernement impérial. Les armées prussiennes s'avançaient audacieusement, grâce à l'alliance italienne, qui obligeait une des meilleures armées de l'Autriche, avec l'illustre archiduc Albert, à défendre la Vénétie, grâce à la neutralité bienveillante de la France, qui permettait de dégarnir les provinces rhénanes, et qui approuvait tout haut le dessein avoué de la Prusse de s'arrondir au

nord. — L'Europe vit alors s'affaisser l'Autriche; l'Angleterre qui, par presque tous ses organes de publicité, avait pris le parti de l'Autriche, ne perdit pas un moment pour changer de ton; elle le fit sans hésitation comme sans pudeur, laissant ainsi prévoir de bien autres changements.

Napoléon III sentit jusqu'au fond de son cœur, comme la France jusqu'au fond même de sa puissance, le coup que la Prusse venait de porter, et il ne cacha pas son profond mécontentement. M. de Goltz, ambassadeur de Prusse à Paris, et qui connaissait l'entente secrète établie entre l'empereur et M. de Bismarck, donna sans détour à entendre qu'il fallait de l'audace; que les

troupes françaises devaient passer le Rhin, et qu'elles ne rencontreraient aucune résistance.

« Entrez, disait-il, je suis Prussien, je suis ambassadeur, que puis-je dire de plus ? »

Hélas! non, on ne passait pas le Rhin malgré le cri de détresse poussé par quelques politiques patriotes ; on acceptait la Vénétie, le prince Napoléon allait à Ferrare, le général Lebœuf à Venise, M. Benedetti allait à Nikolsbourg, où, d'après M. Giskra (1), il ne réussissait qu'à grever l'Autriche de trente millions de thalers de frais de guerre, qui lui auraient été épargnés sans l'intervention française.

(1) Discours prononcé à Brunn.

L'histoire sera bien sévère, très-justement sévère, pour les hommes qui ont conduit à cette époque les destinées de la France. Son jugement sera leur plus cruelle punition.

VII

Et maintenant, après l'exposé des faits, en présence de l'appui incontestable donné par l'empire à la Prusse dans la campagne de 1866, après que la Prusse et l'Italie ont été fortifiées par les mains de l'empereur, après l'empressement obséquieux avec lequel M. de Bismarck est venu solliciter le

bon vouloir et même la neutralité de l'Empire; après les démarches de Napoléon III pour amener une alliance qui fut la cause principale, si ce n'est unique, de la chute de l'Autriche, M. de Bismarck, le seul grand ministre avec M. de Cavour, que l'empire ait fait (le mot, d'une sanglante ironie, est de M. Thiers), a-t-il le droit de dire, avec son arrogance habituelle, que Sadowa ne nous regarde pas! Oh! monsieur le prince de Bismarck, tout beau! Nous avons été défaits, nous sommes vaincus, vous nous faites sentir bien cruellement l'amertume de la défaite, et vous usez bien impitoyablement des avantages de la victoire; mais l'impartiale histoire dira que, sans l'ineptie du gouvernement

impérial et de sa diplomatie, vous n'auriez pas obtenu vos succès. Vos armes les plus dangereuses vous ont été fournies par nous, nous avons puissamment contribué à vous faciliter la victoire !

Rien n'était donc plus naturel que le désir et l'espoir longtemps nourris par l'ex-empereur d'obtenir de ses obligés une compensation qui pût contre-balancer l'immense pouvoir que la Prusse avait acquis grâce à lui. M. de Bismarck se refusa à toute demande juste et raisonnable, repoussa systématiquement et de plein accord avec le roi Guillaume toutes les demandes de la France les plus modérées, et se borna à conseiller, soit par lui-même, soit par les agents qu'il entretenait partout, de prendre la Bel-

gique. La lutte diplomatique entre la France et la Prusse dura jusqu'à la déclaration de guerre; la France espérait toujours dans l'équité de la Prusse, et M. de Bismarck éconduisait toujours notre diplomatie avec une ironie et une insolence toujours croissantes. Enfin la guerre éclata; elle fut déclarée avec une légèreté incroyable, malgré les patriotiques et les prophétiques avertissements de M. Thiers et de presque toute l'opposition; elle fut déclarée de manière à mettre tous les torts de notre côté alors qu'ils étaient tous du côté de l'ennemi, qui n'aurait pas tarde à prendre les devants. Les hommes, qui étaient alors au pouvoir, et sur l'un desquels l'opinion libérale avait eu l'aveuglement

de fonder de grandes espérances, se montrèrent tout à fait au-dessous d'une situation très-difficile, il est vrai, et le ministre de la guerre assuma une responsabilité qui pèsera éternellement sur sa mémoire.

Il n'entre pas dans notre plan de raconter les terribles et déplorables campagnes de 1870-71, c'est un sujet qui demande à être traité avec de grands développements. Les généraux Changarnier et Trochu en ont touché quelques points principaux. M. Thiers a jeté de vives lumières sur la conduite de la guerre avant et après le 4 septembre ; c'est un sujet d'un intérêt puissant et sur lequel s'exercera plus d'un historien quand tous les éléments pour une

histoire aussi compliquée seront réunis; mais il n'est pas inutile, pour soulager la conscience publique et rendre à la France la confiance en elle-même qui se rétablit chaque jour, de signaler et de préciser quelques faits.

L'armée française entra en campagne avec une infériorité déplorable comme nombre, comme organisation, comme préparatifs et armements; l'artillerie prussienne était infiniment supérieure à la nôtre. Les généraux prussiens, l'intendance prussienne étaient également et presque généralement d'une supériorité marquée. Les Prussiens se préparaient à cette guerre, non pas seulement depuis dix ans, mais depuis 1806. Waterloo et l'invasion de 1814

et de 1815 n'avaient pas assouvi leur rancune. Un vaste système d'espionnage avait été organisé et pratiqué, et le gouvernement des États-Unis avait coopéré à cet infâme espionnage en donnant des passe-ports américains à presque tous les espions prussiens, rendus ainsi inviolables par l'intervention d'une ancienne alliée, d'un peuple dont la générosité et la puissance française ont protégé la grandeur naissante; les relations et les arts de la paix étaient mis à profit pour une guerre éventuelle considérée comme inévitable, préparée de longue date, prêchée par les mille voix de la publicité. Partout en Allemagne, dans les écoles de tous les degrés, dans toutes les universités, la haine des

Français était enseignée, la nécessité de revendiquer les provinces que l'on prétendait avoir appartenu à l'Allemagne, exposée avec une ardeur infatigable. Nous vivions dans une confiance absolue, les Allemands dans une constante préoccupation du but qu'ils se proposaient depuis un siècle, je dirais même depuis des siècles; tout Allemand, voyageur, employé, industriel, homme de lettres, homme de salon, était un pionnier et un espion; les courtisanes elles-mêmes n'étaient pas dédaignées et leur patriotisme s'employait à leur façon. Pendant que ce travail de destruction, de haine, de sourde vengeance, d'envie rongeante, se pratiquait depuis plus d'un demi-siècle en Allemagne, la France suivait une voie

toute différente. Ses hommes de lettres, ses poëtes, ses philosophes, ses voyageurs, ses historiens, ses pédants, s'évertuaient à admirer, à faire connaître, à faire admirer l'Allemagne, à vanter sa poésie, ses belles créations littéraires, les partitions de ses compositeurs, ses systèmes de philosophie, ses savants, ses peintres, la bonne humeur de ses habitants, la riche variété de son sol.

On rêvait une alliance intime avec la Germanie. Que de noms illustres, chers aux lettres et à la politique française ont été les précurseurs des idées allemandes en France et ont employé leur génie, leur cœur, leurs talents, leur grâce persuasive à nous faire admirer et aimer les Allemands; nous les

admirions même dans le déploiement de leurs passions et de leurs luttes contre nous. Je me souviens de l'enthousiasme communicatif avec lequel, dans un de ses cours à la Sorbonne, Saint-Marc Girardin nous parlant de Fichte et du génie allemand, nous racontait la levée en masse des Allemands contre nous en 1813, après la déroute de Moscou et la défection de York; il vantait le patriotisme des Allemands; il était sincèrement ému, son émotion nous gagnait et nous applaudissions. Plus tard, quand un homme de cœur et de talent, enlevé trop tôt à son pays, Lanjuinais, voulut parler de l'alliance avec l'Allemagne à la Chambre des députés, il ne dédaigna pas d'accueillir quelques-unes de nos

idées. Toute la jeunesse aimait, recherchait la noble nation allemande et buvait avec avidité aux grandes sources de sa poésie, de sa philosophie, de son histoire. On sait le résultat de ce double courant d'idées et de sentiments. Comme un homme dont la poitrine est nue, est sûr de succomber dans une lutte contre des brigands armés jusqu'aux dents, ainsi nous devions succomber dans la lutte. Depuis longtemps, nous nous affaiblissions en perdant notre véritable esprit français, en imitant tout ce qui était étranger, en perdant la tradition, l'originalité du génie national.

Il a été de mode, depuis le commencement de la guerre, de parler de la corruption française, du relâchement des

mœurs, de l'amour des jouissances et de leur attribuer tous nos désastres. Les uns ont voulu y voir la main de Dieu s'appesantissant sur un peuple pour le régénérer, et les Prussiens saisissant avidement le mal que nous pensions, surtout que nous disions de nous-mêmes, ont amplifié, ont renchéri, se sont crus réellement de vertueux guerriers, des Machabées envoyés pour châtier des Moabites ou des Philistins. Dieu aurait fait marcher un million d'hommes pour la punition de ceux qui s'amusaient à la *Duchesse de Gérolstein* ou à la *Belle Hélène*, et qui fréquentaient les cabinets de société de la Maison Dorée ou du Café Anglais. C'est voir les choses par leur petit côté. S'il y a des vices en France

et à Paris, il y en a tout autant à Berlin, à Londres, à Vienne, il y en a peut-être davantage, et les clients de ce qu'il y avait de plus mauvais chez nous étaient surtout les étrangers, et de la plus haute volée. Là n'est point la cause de notre affaiblissement, de nos désastres ; il faut aussi, il faut surtout la chercher ailleurs, elle est dans l'absence du sentiment français, dans un gouvernement qui n'avait rien de vraiment national, et qui avait laissé dresser les piéges dans lesquels nous sommes tombés, grandir les périls qui nous ont fait succomber, qui a pensé aux Italiens, aux Mexicains, aux Allemands, à tout le monde, excepté à la France, qui a voulu créer l'unité italienne, renverser vio-

lemment la plus séculaire des institutions, la Papauté, former une grande Allemagne, remodeler le nouveau monde, sans s'apercevoir que l'abîme se creusait pour nous. Toutes les innovations annoncées à grandes fanfares, toutes les prétendues conquêtes de l'humanité, toutes les vastes réformes qui devaient amener une ère de paix et d'alliance entre les peuples, étaient des piéges où notre caractère confiant, aimable, chevaleresque devait tomber.

Qui se serait douté que la convention de Genève, le brassard avec la croix fédérale, les ambulances humanitaires, étaient préparés de longue main pour servir contre nous et deviendraient une arme dont les Prussiens tireraient

dans la guerre un lâche et grand parti? Les prédications de paix universelle, l'abolition de la course sur mer, le libre échange proposé comme une panacée qui devait faire disparaître, par les bienfaits du commerce, les animosités entre les peuples, étaient des moyens de nous émasculer, de briser notre énergie; de rogner les griffes du lion et de lui arracher les dents, afin de pouvoir le terrasser plus aisément, parce que, pendant que la France était minée et frappée d'anémie par les idées fausses d'humanité, de fraternité, de transformation de la société, l'Allemagne et la Russie pratiquaient les vieilles mœurs et les vieilles coutumes du moyen âge et des âges barbares et se préparaient à l'inva-

sion du monde occidental. Au moment de la lutte, notre infériorité matérielle préparée, amenée par les dissolvants modernes, éclate, et malgré des prodiges de valeur à Wissembourg et à Wœrth, malgré l'héroïsme de Mac-Mahon, nos armées furent écrasées, et les actions de grâces rendues à la Providence par le roi Guillaume, signifiaient tout bonnement que le dieu des batailles, pour montrer la protection dont il couvrait son bon peuple choisi de Prusse, avait permis à 140,000 hommes d'en détruire 17 ou 35,000. — Oh ! les glorieux massacreurs !... Oh ! la noble gloire, et comme elle fut chantée à pleins et joyeux poumons par les correspondants du *Times* et du *Daily News*, accueillie avec

un trépignement de joie par nos bons amis les Anglais et les Italiens, heureux de voir rouler dans le sang et la poussière le Gaulois autrefois proclamé leur cher et fidèle allié !

VIII

Rien de plus affligeant, mais aussi rien de plus instructif que le spectacle offert au monde, pendant la lutte que nous avons soutenue contre l'Allemagne et contre la Commune, cette infâme alliée de la coalition européenne contre la France.

Si nous eussions été victorieux, la

platitude universelle eût inventé, eût trouvé de nouvelles formules pour nous aduler. Vaincus, nous fûmes traînés aux gémonies, nous eûmes tous les torts, tous les vices, nous étions coupables de tous les crimes. Ce que Louis XIV disait du régent : « Mon neveu est un fanfaron de vices, » peut s'appliquer à la France; nous sommes des fanfarons de défauts, et le dénigrement de nous-mêmes, comme on l'a fort spirituellement dit, fait partie de l'amour-propre national.

L'hypocrisie est comme la saignée, il faut savoir en user avec une grande modération, mais il faut savoir en user. Nos voisins d'outre-Manche et d'outre-Rhin peuvent nous fournir d'utiles et d'illustres exemples à suivre à cet égard.

Ce furent d'abord les écrivains, les journalistes, les savants qui élevèrent la voix en Allemagne et en Angleterre, même en Italie, avec une touchante unanimité pour nous reprocher nos défauts, dénoncer notre insatiable ambition, dévoiler nos maux, prononcer un verdict définitif sur la décadence de la race française, son impuissance à jouer désormais dans le monde le rôle éminent qu'elle y avait rempli pendant si longtemps. Des membres de l'Institut de France, qui avaient reçu pendant si longtemps chez nous une hospitalité empressée, furent les premiers dans la mêlée et nous jetaient les premières et les plus dures pierres. Job sur son fumier

n'entendit pas de reproches plus amers et plus poignants.

Après les particuliers, les nations elles-mêmes, représentées par leurs gouvernements, firent voir combien leur était agréable le cruel châtiment que l'Allemagne conduite par des chefs marchant dans les voies du Seigneur, nous infligeait de ses pieuses mains. La neutralité bienveillante de la France avec la Prusse pendant la campagne de 1866, eut son contre-coup et sa récompense; ce fut la neutralité plus que bienveillante de toutes les puissances, ou à peu près, en faveur de la Prusse, de la puissance elle-même que l'empereur avait fortifiée de ses mains prévoyantes et françaises, avec le concours de sa diplomatie et de

ses hommes d'État. Dès le début de la guerre, ce fût l'Angleterre qui se chargea, de concert avec la Russie, de paralyser toutes les tentatives qui pourraient être faites par la France pour sortir de l'isolement funeste où elle s'était laissé enfermer, et où elle étouffait. Le comte de Granville écrivit le 10 août à lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris, la dépêche suivante qui restera fameuse dans les fastes diplomatiques.

« Foring-Office, 10 août 1870.

« Mylord,

« L'ambassadeur de Prusse m'a plusieurs fois entretenu de divers bruits sur lesquels il a cherché à se renseigner auprès de moi. »

« Le premier est qu'un traité aurait été conclu entre la France et l'Italie, en vertu duquel cette dernière devait fournir à la France 100,000 hommes, et aurait obtenu le droit d'occuper Rome après la paix.

« J'ai dit au comte de Bernstorff que je ne croyais pas à l'existence d'un pareil traité; que le gouvernement italien avait communiqué à celui de la reine qu'il avait reçu une telle demande de la France, et qu'il désirait obtenir l'aide du gouvernement de Sa Majesté Britannique pour résister à cette pression; que sur la réponse que, quoique ce ne soit pas la politique actuelle de l'Angleterre de prendre des engagements politiques pour une neutralité combinée, cependant elle

serait disposée, si par là elle pouvait aider l'Italie à résister à cette pression extérieure, à s'entendre avec l'Italie afin que ni l'une ni l'autre n'abandonnent la neutralité sans un échange d'idée, et sans s'annoncer réciproquement tout changement de politique, le gouvernement italien a donné chaleureusement son assentiment à cet arrangement.

« Un autre bruit était la négociation d'une alliance entre la France et l'Autriche, combinée avec une organisation armée de la Galicie. J'ai annoncé au comte de Bernstorff que j'avais déjà cru nécessaire d'avertir (to warn) le gouvernement autrichien que beaucoup de circonstances avaient créé des soupçons sur sa neutralité dans l'esprit des gou-

vernements russe et prussien, mais que j'avais reçu du gouvernement autrichien l'assurance qu'il était libre de tout engagement et qu'il serait prêt à se concerter avec le gouvernement de Sa Majesté, pour une neutralité combinée.

« Quant au troisième bruit d'un traité secret signé à Vienne, entre la France, l'Autriche, l'Italie et la Turquie, pour se garantir mutuellement leurs territoires, et pour se réunir à la France dans le cas de revers essuyés par cette dernière, je ne pouvais que dire que je n'en avais aucune connaissance, et que je ne croyais pas qu'un tel traité eût été signé.

« Le comte de Bernstorff a aussi appelé mon attention sur le Danemark que la Prusse craint de voir engagé dans

cette guerre par la pression de la France; le roi de Danemark désire être soutenu contre cette pression, et le cabinet de Saint-Pétersbourg désirait faire, de concert avec l'Angleterre, une démarche en commun à Paris, à cette fin. Mais *j'ai rappelé à Son Excellence que je lui avais trois fois suggéré combien il serait désirable que la Prusse enlevât au Danemark, par un arrangement amiable, la tentation de céder aux sollicitations de la France*; et j'ai ajouté que la semaine dernière j'avais obtenu l'autorisation du cabinet de faire dire au baron Brunow que je serais prêt à me concerter avec lui sur le temps et la manière de faire une représentation à la France, pour l'en-

gager (urging) à ne pas pousser le Danemark à une politique tellement contraire aux intérêts de ce pays.

« Je suis, etc. « Signé : GRANVILLE. »

Est-ce là de la neutralité ? est-ce là le langage d'un secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, d'un des principaux ministres d'une des grandes puissances ? N'est-ce pas plutôt le langage, l'attitude, la conduite d'un agent de la Prusse.

Non-seulement l'Angleterre n'a pas observé une stricte neutralité, non-seulement elle ne s'est pas conformée à ce qu'elle avait érigé en principe, « *à savoir que les intérêts de l'Angleterre exigent que ni la France, ni la Prusse ne deviennent puissance prépondérante en Europe* », mais elle a été l'âme, le pivot de la nouvelle coalition euro-

péenne contre la France; le gouvernement anglais, de concert avec la Russie, agissait à Copenhague, à Florence, à Vienne, comme l'allié fidèle et zélé de la Prusse, et cependant, malgré la soumission empressée avec laquelle le comte de Granville et M. Gladstone servaient d'instruments à la Prusse, ce n'est pas à la reine Victoria que le nouvel empereur d'Allemagne témoignait sa reconnaissance; les télégrammes suivants en font foi.

« Jamais la Prusse n'oubliera que c'est à vous qu'elle doit que la guerre n'ait pas pris des proportions extrêmes. Que Dieu vous bénisse.

« Votre ami reconnaissant pour la vie.

« Guillaume. »

« Je suis heureux d'avoir pu vous montrer, par les témoignages de mes sympathies, que je suis un ami dévoué. Puisse l'amitié qui nous unit assurer le bonheur et la gloire des deux pays !

« ALEXANDRE. »

Il est difficile d'expliquer l'aveuglement du gouvernement anglais avant et pendant la guerre entre la Prusse et la France. Nous comprenons jusqu'à un certain point la rancune gardée par l'Angleterre à la France, à l'empereur surtout, pour sa conduite dans la question du Danemark ; mais nous ne comprenons pas que le sentiment de ses intérêts et des périls évidents qui le menacent, n'aient pas remué le peuple anglais et ne lui ait point donné la

force de contraindre ses ministres à suivre une politique plus conforme à ce que l'Angleterre se doit à elle-même. La coalition de l'Europe ainsi formée, le sort de la campagne ne devait guère être douteux, et l'empire était condamné ; il était déjà à peu près mort, lorsque le désastre de Sedan lui donna le coup de grâce. Sedan ne fut pas seulement une faute militaire d'une immense portée, mais un véritable crime contre la patrie. Dans la situation que les défaites de Wissembourg, de Forbach et de Wœrth avaient faite à la France, il n'y avait plus qu'une marche à suivre; le maréchal Mac-Mahon ne devait pas quitter Châlons : il devait y attendre les Prussiens et se replier sous les murs de

Paris; nous étions alors invincibles. Mais la question dynastique primait tout dans le gouvernement et dans le ministère que présidait le comte de Palikao, personnellement accueilli par l'opinion avec une faveur méritée par ses talents militaires.

Toujours bercé de l'espoir que la dynastie pouvait être sauvée et que le Prince impérial pourrait monter sur un trône où le roi de Rome n'avait pas pu s'asseoir, l'empereur et l'impératrice redoutaient de voir les Prussiens sous les murs de Paris, comme si, après les défaites des armées françaises, on pouvait arrêter le flot germanique. Ce flot de barbares se serait brisé à Châlons contre l'armée de Mac-Mahon et l'éner-

gique résistance de Paris. Au lieu de suivre ce plan si ferme, si réellement militaire et patriotique, le général de Palikao aurait arraché, à force d'objections, au général de Chabaud-Latour, au général Trochu et malgré l'opposition décidée de M. Thiers, l'ordre donné à Mac-Mahon d'aller rejoindre l'empereur et de faire sa jonction avec le maréchal Bazaine.

Les membres du cabinet Palikao vantent beaucoup le plan du général, disent que c'était le seul homme à opposer au général de Moltke, et donnent à entendre que si, au lieu d'en confier l'exécution au maréchal Mac-Mahon, il avait pris lui-même le commandement de l'armée, l'invasion était

repoussée ; mais on insinue que le général de Palikao, qui ne se faisait aucune illusion sur la déchéance inévitable de l'empereur, ne voulait pas s'éloigner de Paris, afin de s'assurer de la régence.

La cause de la défaite est rejetée sur les lenteurs du maréchal Mac-Mahon, qui, blessé grièvement à Sedan, nous a été conservé et s'est acquis des titres et une gloire impérissable par le siége et la prise de Paris sur les insurgés.

A Sedan la dynastie des Bonapartes s'abîme pour la seconde fois dans un des plus grands désastres qui aient affligé notre histoire. Pavie fut chevaleresque, Waterloo fut héroïque, Sedan fut honteux. Il y a des défaites qui

grandissent les vaincus comme les vainqueurs; il y en a qui abaissent les uns sans élever les autres. Telle fut la catastrophe de Sedan.

IX

Ici la scène change, l'empire disparaît, un règne de vingt ans finit en quelques heures; des soldats vainqueurs jusqu'alors sur les champs de bataille du monde entier sont entraînés dans une affreuse déroute ou prisonniers par milliers sans avoir pu combattre; des assemblées sans racines dans le pays

ou même déconsidérées tombent sous un coup de main de l'émeute plus facilement que celles que les deux Bonapartes avaient violemment dissoutes à cinquante ans d'intervalle ; un gouvernement, improvisé on ne sait ni comment, ni par qui, se trouve formé. Paris est à la merci de la multitude ; les voix les plus chères au pays, les plus respectées ne peuvent plus se faire entendre, elles sont étouffées comme celles des capitaines et des pilotes par le mugissement d'une tempête.

On parvient cependant à se retrouver dans le désordre, à se compter, à se rapprocher, à envisager la situation de face, à chercher la voie; on la trouve, on pressent combien elle va être dou-

loureuse, mais il faut la suivre résolûment. L'homme qui a déclaré la guerre et qui a eu la faiblesse de s'en excuser comme un écolier qui rejette une faute sur un camarade, a payé de sa couronne, bien plus, de sa place même dans l'histoire, le tort immense, impardonnable d'avoir amené la ruine de son pays. Le victorieux a déclaré avant de commencer la guerre qu'il n'en voulait qu'au souverain, — il doit être satisfait, la victoire apaise les grands cœurs, le triomphe rend généreux, — le pardon est aux mains des puissants, disent les Arabes.

Comme un enfant qui avec l'instinct de l'innocence et de la grâce mettrait ses mains débiles sur la peau fauve et

tachetée d'un tigre féroce, un homme, avec un courage aveugle, insensé, digne d'admiration, sans prendre conseil de personne, sans appui, sans réflexion, privé de toutes les armes, si ce n'est de ce mobile puissant, profond, qui remue les entrailles : l'amour du pays, sort de Paris, traverse les contrées saccagées et ruinées, théâtre de luttes sanglantes ; et il se présente, les yeux rougis et le cœur gros, au quartier général, où le comte de Bismarck et son maître se félicitent mutuellement, s'assurent qu'ils ne se sont pas trompés, que l'empereur est bien tombé, que la France est sous leurs pieds, sanglante, déchirée, hors d'état de continuer une lutte d'autant plus inégale désormais qu'elle l'était

même au début. L'homme qui s'était donné la mission de parler au nom de son pays si malheureux, mais si grand dans son passé, croit pouvoir faire entendre un langage inspiré par les grands principes d'humanité, de paix, de fraternité des peuples, qu'il a souvent proclamés à la tribune. Il rappelle les paroles mêmes prononcées à la face du monde par le roi Guillaume au moment où la guerre a éclaté ; la guerre n'était faite qu'à l'empereur Napoléon, il est tombé, la nation est maîtresse d'elle-même, elle demande la paix ; elle est prête à payer les frais de la guerre et une juste indemnité, mais elle demande que son unité et l'intégrité de son territoire soient respectés. M. Jules Favre,

ai-je besoin de le nommer, avait formulé, dans une phrase devenue tragiquement historique, la résolution définitive du gouvernement de la défense nationale : « Pas un pouce de territoire, pas une pierre de nos forteresses. » La réponse à ce que M. Gladstone a appelé « une moquerie creuse, une folie échevelée, » fut un refus glacial, un inexorable dédain. Demander au roi Guillaume et à son Tristan l'Ermite de rendre la proie dans laquelle sont enfoncés leurs ongles sanglants ; c'est demander au crocodile de rendre l'enfant qu'il a dévoré, au boa de lâcher la victime qu'il a brisée dans ses plis homicides. M. Jules Favre a été vivement, cruellement blâmé pour avoir refusé d'entamer des

négociations de paix sous toute autre condition, et l'on s'est préoccupé avec raison, des causes qui lui inspiraient une aussi aveugle confiance au moment de désastres aussi grands. Comment, en effet, M. Jules Favre pouvait-il se bercer de l'espoir de conserver la France complétement intacte après les terribles défaites qu'elle avait subies? Voici l'explication de cette erreur qui nous a coûté si cher : l'empereur Alexandre en apprenant la catastrophe de Sedan, avait conseillé à l'Empereur, par l'intermédiaire du général Fleury, son ambassadeur à Pétersbourg, de demander la paix, en promettant son appui pour empêcher tout démembrement de la France. Le ministre qui succédait au

Prince de Latour-d'Auvergne trouva, au palais du quai d'Orsay la dépêche du général Fleury, que le télégraphe venait de porter, il crut que le gouvernement du 4 septembre pourrait faire fond sur les promesses du tsar; et il prononça, plein de confiance, sa fameuse formule : confiance funeste, et qui a coûté à la France de si affreux sacrifices. Comment, dira-t-on, un homme de bon sens, à défaut d'expérience politique, a-t-il pu se laisser prendre à un leurre qui n'avait d'autre conséquence possible que la ruine complète de la France?

Pourquoi refuser au mois de septembre 1870 des conditions de paix dures, il est vrai, mais si incomparablement avantageuses quand on a devant les yeux

celles qu'il a fallu subir après une prolongation de la guerre pendant quatre mois dont chaque jour a été marqué par des luttes sanglantes, des sacrifices immenses, des souffrances sans précédents, des massacres de notre jeunesse dont le sang a été prodigué par M. Gambetta sur tant de champs de bataille avec une si opiniâtre volonté ? Quelles étaient ces conditions ? *Statu quo* devant Paris, continuation des hostilités devant Metz et reddition de Strasbourg, de Toul, et de Bitche, avec liberté de se retirer aux garnisons des deux dernières places. Ces conditions, nous n'hésitons pas à le dire aujourd'hui, étaient telles qu'il y a lieu de soupçonner qu'elles n'étaient offertes que parce que le comte de Bis-

marck avait la certitude que M. Jules Favre, leurré par la promesse moscovite, les rejetterait. M. Jules Favre était-il seul à avoir des illusions, des espérances que l'on peut qualifier de puériles sans exagération ? Non, le général Trochu a avoué des illusions semblables, ce qui équivaut à l'aveu de l'ignorance de la situation politique du monde, ignorance dont le régime tombé n'était pas exempt, dont toute notre diplomatie était coupable, puisqu'elle avait largement contribué à créer l'état de choses dont la France était victime.

« J'espérais, a dit le général Trochu, que l'Amérique se souviendrait de Lafayette, l'Angleterre d'Inkermann, l'Italie de Solferino ! » Et d'abord les

peuples ont la mémoire plus courte que les particuliers, sauf quand il s'agit de se venger ; les Prussiens nous ont gardé rancune plus de cinquante ans à travers toutes les vicissitudes ; puis les choses ont bien changé depuis les époques auxquelles le général Trochu a fait allusion, il y a bien longtemps que l'Amérique de Washington et de Lafayette a disparu ; à sa place nous avons l'Amérique des Ulysse Grant, des Burnside, des Bancroft et des Washburne; une Amérique où il y a plus d'un million et demi d'Allemands naturalisés, plus de cent villes peuplées presque entièrement d'Allemands, où il arrive tous les ans plus de cent cinquante mille Allemands, qui retire de l'immigration plus d'un

million de piastres par jour et dont le commerce d'exportation en Allemagne va toujours en augmentant. Aujourd'hui l'Amérique, sans abandonner la doctrine de Monroë, s'est attachée en Europe à l'alliance de la Russie, surtout depuis que l'Empereur, en menaçant les États-Unis au Mexique et la Russie en Pologne, eut consolidé l'alliance russo-américaine comme il avait créé l'alliance italo-prussienne. Pendant toute la guerre, la Russie a prêté un appui constant à la Prusse, de concert avec le gouvernement anglais, comme nous l'avons vu plus haut; cependant M. Jules Favre, en se jetant, après le 4 septembre, dans les bras de M. Washburne, et en lui annonçant que la République était proclamée

en France, espérait, et le général Trochu espérait comme lui, que les États-Unis allaient nous tendre une main puissamment secourable.

Cette naïve confiance a dû bien réjouir l'âme candide de M. Washburne, qui n'a pas quitté Paris pendant le siége par les Prussiens, et pendant la domination de la Commune, ce qui n'a pas dû trop déplaire au prince de Bismarck.

Le souvenir d'Inkermann vit certainement dans les nobles cœurs qui, Dieu merci, sont en grande majorité dans la Grande-Bretagne et l'Irlande; mais M. Jules Favre et le général Trochu pouvaient-ils espérer un concours actif de ce côté-là, avec le gouvernement actuel de l'Angleterre, après les démarches pu-

bliques du comte de Granville pour isoler la France, et lui enlever, de concert avec la Russie, tous les alliés qui auraient pu rendre sa situation moins affreuse. D'honnêtes économistes, des partisans convaincus du libre-échange ont bien pu se bercer de l'espoir que l'adoption des doctrines de Cobden et les traités de commerce nous avaient assuré pour toujours l'amitié, l'alliance du gouvernement anglais. Il a fallu se rendre à la cruelle évidence du contraire. Si l'Allemagne et la Russie pèsent assez sur les États-Unis pour empêcher toute démonstration favorable à la France, les États-Unis, de leur côté, pèsent sur la Grande-Bretagne, de concert avec la Russie, et, ainsi que nous l'avons fait voir par la ci-

tation d'un passage du discours du comte de Derby, la Russie a préparé, dès le congrès de Paris, en 1856, l'impuissance britannique en 1870. « Le jour viendra où ce pays aura l'occasion de se tordre les mains en conséquence de ses actes, et alors nous saurons sur quelle tête devra tomber la responsabilité du déclin et de la chute de l'ascendant militaire de la Grande-Bretagne. »

Oui, l'Angleterre a joué un rôle honteux pendant la guerre, et l'histoire flétrira un jour les noms des ministres qui ont laissé fouler, rançonner, déchirer une alliée de cinquante ans ; mais l'impuissance de l'Angleterre était encore plus grande que son mauvais vouloir, et sa faiblesse éclate même dans l'activité

maladive et le bavardage sénile de ses ministres, pour faire croire au monde que c'était par l'influence de la Grande-Bretagne que le vide était fait autour de la France, tandis que les Gladstone et les Granville subissaient lâchement une pression du dehors, et n'étaient que des instruments aussi subalternes que les ambassadeurs de la Reine.

L'impuissance de l'Angleterre vient de ce qu'elle s'est volontairement privée de son arme la plus efficace : elle a renoncé à la course qui, au dire de sir John Macneil, l'éminent diplomate, faisait étrangler l'empereur Paul en 1800 et forçait l'empereur Alexandre à faire la guerre à Napoléon Ier en 1812.

Ce qu'il y a de plus affligeant, c'est le

rôle d'une partie considérable de la presse anglaise et de quelques écrivains anglais depuis le commencement de la guerre jusqu'au moment où nous écrivons; il a été abject et méprisable, et nous devons désormais regarder comme des ennemis la plupart des correspondants des journaux anglais, ennemis d'autant plus dangereux qu'ils ont plus de moyens d'abuser de notre facile hospitalité.

M. Carlyle n'a pas perdu cette occasion de montrer son admiration pour les coquins triomphants, et il a écrit le 7 septembre 1870 à un officier saxon devant Paris, au moment même où se commettaient les plus grandes atrocités, que ce qui se passait était un événement suprê-

mement bienfaisant, et que le ciel lui-même approuvait ce que faisaient les Prussiens.

Nous croyons cependant que si le gouvernement de la défense nationale, sans recourir aux moyens de corruption dont la Prusse a usé avec une telle prodigalité, qu'une forte partie des cinq milliards d'indemnité passait en Europe pour avoir été déjà dévorée par la presse vénale des pays qui entourent la France, avait su se faire représenter à Londres, pendant la lutte suprême, par un homme ou des hommes habitués aux affaires anglaises, connaissant à fond la langue, ayant des relations avec des hommes considérables dans la politique, les lettres, le commerce et l'industrie, il au-

rait pu agir puissamment sur un pays où, tôt ou tard, l'opinion exerce une immense influence.

Au lieu de suivre une marche aussi indiquée, on peut dire que rien n'a été plus terne que la représentation française à Londres pendant les jours de crise. Il ne faut pas, en Angleterre, des bureaucrates obscurs, il faut des hommes du monde sachant à fond l'Angleterre, ses intérêts réels, l'anglais, le monde britannique si immense et si multiple, si sociable, si capable d'attachement, quand on sait quel langage il faut lui tenir et quelles cordes faire vibrer.

Si les illusions de MM. Trochu et Favre à l'égard de l'Amérique et de l'Angleterre ne soutenaient pas un mo-

ment le grand jour de l'examen, que dire de celles que l'on voulait bien avoir sur l'Italie? Il faut être un politique de la force de M. Sénard ou du père Hyacinthe pour appeler encore l'Italie une nation sœur, pour féliciter le cabinet de Florence d'avoir résolûment mis à profit les revers de la France, d'avoir brisé un pacte solennel fait avec elle et de l'avoir insultée à la face du monde, et pour promettre l'alliance et la coopération de l'Italie à la France. La vérité, c'est que depuis 1866 l'empire a compromis l'alliance italienne en créant l'alliance italo-prussienne, et que de ce jour-là, le gouvernement italien a épié le moment où son ancien bienfaiteur ne pourrait plus opposer de résistance

même morale pour s'emparer violemment de Rome peu de jours après qu'une déclaration solennelle de son ministre des affaires étrangères eut fait connaître à l'Europe la résolution du roi d'Italie de rester fidèle à ses engagements. Alors que la France gémissait sous le coup des plus iniques exigences, et que son vainqueur proclamait hautement que le triomphe de la force ne devait rencontrer aucune résistance, le ministre de France ne trouvait rien de mieux à dire que de féliciter le roi d'Italie d'avoir en pleine paix, sans aucune provocation, au mépris d'une convention, brutalement dépossédé le pape à coups de canon, et ouvert ses palais avec des rossignols; M. Sénard joi-

gnant l'action à la parole, baisait les mains de Victor-Emmanuel !! (1)

Est-ce ainsi que l'on devait protester en France contre les iniquités de la Prusse, et n'était-ce pas absoudre toutes les violences, toutes les brutalités, toutes les férocités, toutes les spoliations, qui ont rendu l'invasion allemande à jamais exécrable ?

Aujourd'hui la maison de Savoie a atteint le but qu'elle s'est proposé depuis l'avénement au trône de Victor-Emmanuel. La domination sur toute l'Italie, sans en excepter Rome, n'est point un rêve du comte de Cavour comme

(1) Les aides de camp du roi d'Italie se sont, à ce sujet, fort égayés aux dépens du ministre de la République française.

on l'a souvent répété, c'est une aspiration ancienne de quelques penseurs et poëtes éminents et aussi de quelques-uns des nombreux princes qui ont exercé le pouvoir souverain dans la Péninsule. L'ambition de s'agrandir, de dépouiller ses voisins plus faibles est de tous les âges. La papauté a été souvent dénoncée comme l'obstacle principal à l'unité italienne et à la formation d'un grand peuple, tandis que la papauté était peut-être la première des grandeurs de l'Italie, grandeur compatible avec celle des autres peuples et sauvegarde en même temps de la justice et de l'équilibre en Europe. La vénération pour le Saint-Siége a contenu l'ambition de Charles Albert, qui

bornait ses désirs à la reconstruction d'un royaume de la Haute-Italie. Laissée à elle-même, la maison de Savoie, malgré l'âpreté de ses convoitises, n'aurait jamais achevé l'œuvre qu'elle a accomplie. Il a fallu le concours et l'intervention directe des armées, des trésors, de la diplomatie de la France pour détruire en quelques années tous les États italiens au profit d'une des maisons régnantes les plus illustres et les plus ambitieuses de l'Europe. Une fois cette grande révolution commencée par l'empereur Napoléon III, il ne lui a plus été possible de s'arrêter; il a été obligé de se laisser entraîner par les événements, et l'Angleterre hostile, au début, à l'affaiblisse-

ment de la maison d'Autriche, apercevant le parti qu'elle pouvait tirer contre la France elle-même de la création du royaume d'Italie, pesa fortement sur le gouvernement français pour l'obliger à subir les dernières conséquences de son intervention en Italie (1).

Désormais, l'Italie ne cache plus des ambitions jusqu'ici contenues ou impuissantes. Le passé de Gênes, de Pise, de Venise surtout, celui des princes de la maison de Savoie dans les guerres de

(1) Pour l'empereur, il a eu la récompense de sa condescendance en faveur des Italiens, et de la duplicité de sa conduite envers le Saint-Père. A un banquet donné à Florence, pour fêter le transfert de la capitale à Rome : le député Bertolani a porté un toast à Napoléon III, à qui les Italiens doivent, plus qu'à aucun autre personnage, la réalisation de leurs vœux !

l'empire Byzantin, alors que le « comte Verde » sauvait l'empereur Paléologue et le ramenait dans le giron de l'Église catholique, ce passé excite aujourd'hui à l'action les Italiens qui gardent dans leurs cœurs ces glorieux souvenirs ; et c'est vers l'Orient qu'ils veulent porter leur activité renaissante et leur grandeur qui s'essaie. Le nouveau gouvernement veut supplanter la France dans la protection des catholiques d'Orient et aspire à lutter d'influence avec elle sur la côte de l'Afrique septentrionale. Il y a bien des années que M. Thiers disait que dans les régions barbaresques il y avait de petits gouvernements italiens. L'Italie voudrait s'établir à Tunis et jalouse depuis longtemps la prépondérance

que nous avions acquise en Égypte. Tant que la France a été sans contestation la première puissance riveraine de la Méditerranée, elle a pu voir sans appréhension le développement de l'influence italienne, s'exerçant à côté de la sienne, mais aujourd'hui l'Italie ne se contente pas d'un rôle secondaire, elle veut primer; elle s'est trahie par la hâte avec laquelle elle a voulu s'emparer de la dépouille de la France qu'elle croyait morte. Il faut aujourd'hui toute notre vigilance pour arrêter le mal; il faut savoir ne plus se payer de phrases creuses et de lieux communs dangereux; l'Italie nous est aussi hostile que l'Allemagne. Gênes est un port allemand, Brindisi veut enlever à Marseille le passage

de la malle dès Indes, ct l'Angleterre lui prête son aide.

Si la papauté est obligée de succomber et de déposer les clefs souveraines aux pieds de l'Italie, elle peut devenir un instrument redoutable de grandeur et de domination. M. Thiers, que j'aime à citer à cause de la profondeur prophétique de ses vues, et à qui je m'adressais toujours dans mes anxiétés patriotiques, comme à l'homme qui seul pouvait, dans l'avenir, nous arracher à une situation si périlleuse, m'écrivait à la fin de l'année 1867 :

« Je suis bien en retard avec vous, mais j'ai si peu de temps à moi, que j'ai droit à votre indulgence sur laquelle je

compte tout à fait. J'ai lu et relu votre intéressante lettre qui, selon moi, est de la dernière exactitude et présente la situation de l'Italie en traits frappants. Je voudrais bien pouvoir quelque chose pour changer une situation si déplorable, mais ni moi ni d'autres n'y pouvons rien. Il y a des maux qu'on ne peut plus arrêter, et qui ne guérissent qu'en finissant avec le malade lui-même. Je crains bien que telle ne soit la fin de la prétendue grande création italienne. Je m'en consolerais étant Français et point Italien, si je ne voyais de grands malheurs pour la France et pour l'Italie elle-même que je ne confonds point avec les fous qui ont entrepris sa prétendue régénération. Pour le présent, je n'entrevois pas une

solution possible entre la maison de Savoie se prétendant l'unité italienne, et le pape se fondant sur son double droit de souverain très-légitime et de chef de l'Église catholique respecté, désiré, *voulu absolument* par le monde catholique.

« Toutes les conférences du monde ne trouveront pas la solution, pas plus que toutes les académies de l'univers ne trouveraient la quadrature du cercle. Nous irons ainsi de *statu quo* absurdes en *statu quo* impossibles jusqu'à une catastrophe. « Signé : THIERS. »

Il est impossible de ne pas être frappé d'une omission importante faite par le général Trochu ; en parlant de l'espoir qu'il entretenait de secours venus du dehors et en avouant les illusions si fu-

nestes, nous venons de le voir, qu'il avait sur les États-Unis, l'Angleterre, l'Italie, il ne mentionne pas la Russie, et cependant, le 16 août 1870, l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg avait télégraphié à son gouvernement ces paroles du prince Gortschakoff : « Des concessions humiliantes extorquées à la France seraient incompatibles avec une paix permanente qui est essentielle aux intérêts de l'Europe. »

Au commencement de septembre le général Fleury avait expédié la fameuse dépêche qu'alors Jules Favre avait paraphrasée par les mots : « Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses. » Pourquoi donc le général

Trochu et Jules Favre n'ont-ils jamais mis la Russie en demeure de se prononcer en face de l'Europe ? La Russie n'aurait donc pas eu d'autre but, et ce but eût été infâme, que d'empêcher la France de faire une paix opportune, ou de l'entraîner à continuer la guerre et une résistance que le général Trochu dans son fameux discours de deux séances a annoncé avoir, dès le commencement, regardée comme désespérée ! Oui, nous le disons avec une douleur sincère, la lecture des discours du général Trochu nous a jeté dans une affliction profonde, le général a déclaré qu'il regardait le siége de Paris comme une héroïque folie, la résistance comme désespérée et

cette résistance désespérée est prolongée pendant quatre mois et demi! M. Thiers lui-même explique le résultat négatif des conférences auxquelles il a pris part par son espoir dans la résistance de Paris. M. Gambetta fait un appel au pays pour la levée en masse en affirmant que Paris est inexpugnable, qu'il ne peut être ni pris, ni surpris! Et la conséquence de ce siége dont le général Trochu ne craint pas de se faire un titre de gloire, a été d'imposer à la France les épouvantables désastres dont elle gémit encore, et pourtant la France a été pendant près de six mois sous le gouvernement absolu, ou à peu près, de MM. Trochu et Gambetta!

Mais nous ne voulons pas juger ici

les opérations militaires, nous ne voulons examiner que la déplorable diplomatie de l'Empire et celle non moins triste du gouvernement qui lui a succédé.

L'Autriche ne nous devait rien ; la maison de Hapsbourg-Lorraine frappée en 1859 et en 1866 par Napoléon directement ou avec sa connivence, cruellement éprouvée en 1867 par le meurtre abominable de l'infortuné Maximilien, affaiblie du côté de l'Allemagne et de la Russie, ne pouvait pas spontanément et mue par la générosité autant que par l'intérêt, se jeter dans la mêlée pour sauver une dynastie qui avait été, pendant longtemps, assez aveugle pour la consi-

dérer comme une ennemie séculaire alors que tout était changé en Europe. Mais, après la chute de Napoléon, il restait la France et les sympathies de l'Autriche-Hongrie, abstraction faite du parti allemand, étaient sans doute pour la France; mais comment l'Autriche aurait-elle agi n'ayant plus l'alliance anglaise depuis longtemps enterrée, en face de la force colossale déployée par l'Allemagne, grâce au concours précédemment prêté par l'empereur Napoléon, et de la Russie menaçante?

Ici encore on recueillait ce que l'on avait semé. On peut dire de l'Allemagne comme de l'Italie que, sans la France et son intervention indirecte ou directe, elle n'aurait jamais réussi à faire ce que

l'on appelle son unité, qui n'est qu'un assemblage d'armées conduites par une féroce ambition et une discipline de fer, contrairement à tous les intérêts privés et politiques des différentes familles de la grande race allemande. Quand, en examinant l'atlas de Courtalon, on considère ce que c'était que cet édifice gothique, vénérable, incohérent, appelé le Saint-Empire romain avec ses institutions multiples où toutes les formes de gouvernement écloses au moyen âge ou pendant la renaissance étaient représentées, on comprend aisément avec quelle lenteur un pareil corps devait se mouvoir et se transformer. Aussi, si nous exceptons la Réforme, sa marche n'a jamais lieu que par des impulsions venues

du dehors et particulièrement de la France.

Chacune de nos révolutions a marqué une étape allemande et c'est sous l'éperon ou la pointe du glaive français que se dégage peu à peu l'Allemagne moderne. La Révolution française commence ; c'est elle qui détruit les électorats religieux et qui prépare ainsi la voie à la domination prussienne dans les provinces rhénanes. Napoléon brise le Saint-Empire après Austerlitz, force l'Allemagne au soulèvement et à la coalition en 1813; 1830, 1848 deviennent des dates allemandes aussi bien que françaises. Enfin, impatient de la lenteur toute germanique avec laquelle notre grande ennemie se développe,

Napoléon III fait à la fois la grandeur de la Prusse, de Guillaume et de M. de Bismarck en 1866 afin d'avoir à se prosterner plus bas devant eux. Quelle démangeaison de toucher à tout, de tout défaire, pour tout réédifier que celle qui a amené l'escamotage de Malte, de Venise, contre nos propres intérêts et plus tard du Nassau, du Hanovre, de la Hesse, de Francfort, de Rome! Cette fois encore l'Angleterre, d'abord ouvertement en faveur de l'Autriche, s'était prononcée pour la Prusse devenue avec l'Italie l'objet de ses prédilections.

Pour la Russie, silencieuse et immobile en face du drame sanglant qui se

jouait depuis le Rhin jusqu'à la Loire, et qu'elle aurait pu faire cesser d'un mot, elle assistait avec une joie immense et concentrée à la lutte que lui préparait l'avenir. Tout, en effet, lui a souri depuis le congrès de Paris, où elle posa les bases de l'immense édifice de son ambition.

Les États de l'Italie sont détruits par des coups de mains légalisés par des semblants de plébiscites.

Le pouvoir du Pape est brisé !

On ne pourra plus ressusciter les reproches à l'égard de la Pologne, et la dernière expression du droit séculaire en Europe a été méprisée, détruite.

L'Autriche est frappée d'impuissance, et réduite à assister, sans pouvoir bou-

ger, à l'écroulement de la France, heureuse de pouvoir se concilier l'amitié de la puissance qui l'a détruite elle-même, et de se mettre aux pieds de Guillaume. La France est anéantie, et l'Angleterre, après s'être lâchement remuée pour faire croire à la Prusse et au monde qu'elle avait contribué puissamment à l'isolement et à la défaite de la France, reçoit le soufflet des télégrammes échangés entre les deux empereurs Guillaume et Alexandre, et donne au monde entier le spectacle de son immense impuissance et de la docilité avec laquelle elle est obligée, d'un trait de plume, de défaire avec un imperturbable aplomb l'œuvre de la campagne de Crimée; comme elle s'est agitée pour faire croire

que c'est par son initiative que la neutralité s'est faite contre la France, de même elle proclame hautement que c'est elle qui a pris les devants pour détruire le traité de 1856 en ce qui touche les prescriptions qui liaient la Russie ; mais, ce qui montre bien que tout s'est fait parce que la Russie l'a voulu, c'est que le gouvernement Britannique n'abolit pas la clause du traité de Paris de 1856 concernant la course, bien qu'il ne soit pas lié, quant à cette clause du traité. La motion faite récemment par lord Denligh à la Chambre des lords, et celle de M. Bentinck à la Chambre des Communes pour l'abrogation de la déclaration de Paris, ont été repoussées ; et l'attorney général s'est donné beaucoup de peine

pour prouver que l'Angleterre ne pouvait pas se dégager des engagements pris quant à la déclaration de Paris, mais sans réussir à convaincre les esprits non prévenus.

La France a passé, pendant dix mois, par tous les cercles d'un enfer qu'un Dante futur pourra seul décrire un jour. A la guerre étrangère la plus terrible a succédé une guerre civile où la main de l'étranger n'a été que trop visible, et si le général Trochu n'a pas réussi à prouver qu'il avait tiré de la situation où il se trouvait tout ce qu'il pouvait en tirer, il a fort bien fait voir comment la guerre civile n'avait été que la guerre étrangère transformée ; il ne suffisait pas d'avoir égorgé des populations sans armes, de

les avoir pillées, odieusement rançonnées, d'avoir détruit les villes, incendié les villages, d'avoir contraint les forteresses à se rendre en écrasant sous une pluie de fer et de feu, les monuments, les églises, les femmes, les vieillards et les enfants, comme l'a si éloquemment prouvé M. de Chaudordy ; il ne suffisait pas de nous avoir imposé la rançon la plus lourde dont l'histoire ait fait mention; il fallait faire oublier toutes ces atrocités ; il fallait rendre odieux à tout jamais aux populations de l'Alsace et de la Lorraine le reste de la France, et Paris surtout ; il fallait décapiter Paris, et, par une catastrophe sans précédent, affoler les masses, terrifier les âmes faibles, susciter des comparaisons au

détriment de nos troupes obligées d'entrer dans Paris par la force, et de prendre d'assaut des fortifications défendues par des Français. Il fallait que, derrière un rideau de fumée, de poussière, de pétrole et de sang, il fût possible de faire disparaître les Prussiens de la scène, voilà comment la guerre civile n'a été que la guerre étrangère transformée.

Guillaume, Empereur et Roi, et le fidèle exécuteur de ses hautes œuvres, le prince de Bismarck, se sont suffisamment repus de dépouilles et de sang, mais les vengeances poussées à l'extrême ne restent jamais sans châtiment.

« Phéritime, dit Hérodote à la fin du IVe livre (Melpomène), n'eut pas une

fin heureuse, car aussitôt qu'elle eut tiré vengeance des Barcéens, elle retourna en Égypte où elle mourut misérablement; vivante, elle eut une éruption de vers. Ainsi donc, les vengeances des hommes exercées avec trop de fureur sont odieuses aux divinités; telle avait été celle de Phéritime, fille de Baltus, contre les Barcéens. »

Cet hiver, au moment de nos plus grands désastres, alors que Bourbaki échouait par des causes dont toutes ne sont pas encore connues, dans la tentative qu'il fit pour dégager Belfort, je me trouvais de passage à Genève afin de composer un comité qui devait s'opposer, par tous les moyens moraux et matériels au démembrement de l'Alsace et

de la Lorraine; j'avais affaire, incidemment, à un notaire. Comme j'entrais dans son cabinet, il me dit: « Je vais vous raconter quelque chose qui va bien vous surprendre; au moment où vous entriez, un avocat du grand-duché de Bade sortait de chez moi; il m'a dit que les propriétés se déprécient de plus en plus dans le grand-duché, et ne peuvent plus guère être hypothéquées que pour la moitié de leur valeur. « Nous avons fait un mal si hor-« rible aux Français, ajoutait l'avocat « badois, que nous nous attendons « à *d'épouvantables représailles lors* « *de la prochaine invasion fran-* « *çaise.* »

Les Prussiens ont, en effet, conscience

du mal horrible qu'ils nous ont fait, et qu'ils avaient décidé de nous faire, même avant l'entrée de leurs troupes sur notre territoire, malgré la proclamation mensongère du roi Guillaume, du 8 août 1870.

« Je ne fais point la guerre, disait le roi Guillanme, et chacun peut s'en souvenir, aux citoyens paisibles du pays, c'est, au contraire, le devoir de chaque soldat jaloux de son honneur de protéger la propriété privée, et de ne pas permettre qu'une tache soit faite sur la bonne renommée de notre armée ! »

On sait comment ces promesses solennelles furent tenues. Le 6 janvier 1871, le prince Frédéric-Charles publiait à Sens l'ordre du jour suivant, bien fait

pour réjouir les Carlyle, les Bancroft et les Teutons en général, qu'ils soient sur le continent européen, au delà de la Manche ou de l'Atlantique.

« Soldats, déployez toute votre activité, marchons pour partager cette terre par morceaux entre nous.

« Il faut exterminer cette bande de brigands qui s'appelle elle-même l'armée française; le monde ne peut pas rester en paix tant que le peuple français existe.

« Dépeçons-les en petites parcelles afin qu'ils se déchirent, se mettent en pièces les uns les autres ; car ce n'est qu'alors que l'Europe pourra jouir de la tranquillité pendant quelques années ; soldats,

vous aurez ce courage : le jour est venu de mourir ou de conquérir.

« Frédéric-Charles. »

Le 8 juin 1871, un correspondant de la *Gazette de Lausanne* assurait qu'un officier prussien d'état-major lui avait dit : « Nous faisons une guerre aussi terrible afin que chaque nation, en voyant ce que nous avons fait ici, réfléchisse à deux fois avant de se mesurer à nous. »

Certes, nous sommes loin de cette invasion du territoire allemand appréhendée par l'avocat badois, nous qui subissons aujourd'hui la lourde, insolente et humiliante invasion des Teutons; et si la fortune nous sourit un jour, si la justice refleurit en Europe, c'est surtout un ter-

ritoire français par l'histoire et le cœur de ses habitants que nous voulons réoccuper.

Je viens de visiter la Lorraine et l'Alsace depuis Luxembourg jusqu'à Mulhouse, et le spectacle que j'ai vu et qui m'a profondément attendri, ne sortira jamais de ma mémoire, et sera pour moi une raison de ne jamais désespérer de mon pays.

La France est bien malheureuse, mais comme elle est aimée ! Qu'ils étaient touchants ces ouvriers qui m'abordaient sur l'esplanade de Metz, les yeux rougis et les mains crispées, pour me parler de la France, car Metz n'est plus la France ! mais elle a souscrit 70 millions à l'emprunt, et Strasbourg, 16 ! Metz est lit-

téralement bourré d'Allemands. Les Bavarois et les Prussiens forment la garnison ; ils ne sont jamais ensemble : les rixes sont fréquentes, les morts, par suite de blessures, ne sont pas rares, la ville est morte, les promenades désertes, l'esplanade abandonnée, la musique allemande y joue pour les échos. Quelques ouvriers circulent comme des ombres, ou du haut des parapets de l'esplanade contemplent le cours de la Moselle, l'ancien quartier général du maréchal Bazaine, à Ban-Saint-Martin, et suivent du regard la route qui conduit aux champs de bataille de Gravelotte, de Borny, de Mars-la-Tour, où tant de milliers de Prussiens sont enterrés. Sur l'esplanade, on voit la statue

du maréchal Ney. « N'est-ce pas une infamie, me disait un ouvrier, de voir cette noble esplanade déshonorée par ces brigands? » Les tribunaux étaient abandonnés, l'hôtel de ville était fermé, tout était suspendu. La cathédrale était déserte, l'hôtel de l'Europe était occupé par l'état-major; il y avait quatre tables par jour; plus de soixante officiers de tous grades y boivent, y mangent, y fument, traînent leurs sabres toute la journée. Cuisiniers, aides, domestiques, tout le monde est sur les dents. Ces estomacs tudesques ne sont jamais rassasiés; on leur donnerait quatre fois ce qu'ils dévorent, qu'ils ne s'arrêteraient pas, — c'est une consommation prodigieuse, un engloutissement à discrétion,

une ruine pour les fournisseurs. — Oh ! le bon et beau pays que cette pauvre Lorraine ! En voyant cet état-major, ces traîneurs de sabre, ces faces lourdes, ces gros yeux, ces pesantes démarches, ce composé de docteurs, de marchands fripiers et de reîtres ; ces lunettes d'or, ces barbes hérissées, ces gosiers où la bière et le vin descendaient à flots, je me demandais si c'étaient bien là nos vainqueurs. Quant aux soldats, c'est bien autre chose encore ; leurs faces équarries, leurs énormes fonds de train, leurs bottes d'égoutiers, en font individuellement quelquefois de vraies caricatures ; il leur faut l'ensemble, la cohésion, la discipline de fer, le rempart de leur formidable artillerie, le

nombre écrasant pour remporter la victoire.

A Nancy, je respirai quelques heures; là, les Allemands ne sont que de passage ; on avait la certitude que cette horrible occupation était destinée à cesser dans un temps plus ou moins éloigné. Bientôt je repris le chemin de fer, et j'arrivai à Strasbourg. Il était nuit; dès l'aurore, je parcourais la ville, et je visitais surtout cette noble cathédrale toujours l'orgueil de la France ; que de marques de l'amour de Strasbourg pour la France je reçus dans cette journée ! De Strasbourg à Mulhouse, le long du parcours du chemin de fer, dans cette magnifique plaine de l'Alsace, qui s'étend des Vosges au Rhin, les paysans,

les enfants et les femmes venaient, attirés par les uniformes des prisonniers qui rentraient en France, et nous criaient : « Vive la France ! vive l'armée ! Venez nous délivrer, ne nous laissez pas sous l'oppression allemande. »

Mais la France a non-seulement été foulée, déchirée, saignée des quatre membres ; elle est seule, elle n'a point d'alliés, l'Empire nous les a aliénés, et la profonde indifférence de nôtre diplomatie pour le droit et la justice a consommé notre isolement. Dans cette situation, que reste-t-il à la France ? elle-même ! Il faut qu'elle soit avant tout, par-dessus tout, française. Qu'elle rentre dans son génie traditionnel, fécond, charmant, puissant par l'organisation et

l'originalité. « N'imitez jamais, dit un philosophe américain, insistez sur vous-même » ; c'est surtout à la France qu'il faut appliquer cette maxime. Nous avons aujourd'hui à notre tête un homme dont la qualité maîtresse à côté de tant d'autres, est d'être éminemment Français ; c'est sa force, c'est son attrait, c'est le secret de l'influence qu'il a toujours exercée sur ce pays ; aussi, avec un instinct admirable, il a compris que « ce noble guerrier, qui s'appelle la France », comme il l'a dit, *n'était point abaissé ;* ces mots, prononcés avec une conviction ardente, nous ont soulagés, nous ont relevés, nous ont rendu la confiance, et les faits n'ont pas tardé à prouver que M. Thiers avait raison, et la forma-

tion d'une nouvelle armée et le succès merveilleux de l'emprunt des deux milliards auxquels M. Thiers a eu une part si considérable, ont attesté ce qu'il y avait de force et de vitalité et de patriotisme en France. Nous devons être, à nous-mêmes pour le présent notre meilleur allié. Deux sentiments doivent dominer chez nous : la haine du Prussien que nous devons nourrir dans nos âmes comme un tonique puissant, et l'amour de toutes les classes de Français entre elles, de toutes les provinces pour les malheureuses provinces qui nous ont été arrachées. Cette haine, sachons la mettre virilement au cœur de nos enfants ; qu'ils apprennent les spoliations indignes, les férocités gratuites dont les

Prussiens se sont rendus coupables. Cet amour, répandons-le avec profusion, et dans toutes les occasions, pour nos frères séparés.

Qu'en pensant à la France, les Alsaciens et les Lorrains puissent dire avec le poëte :

« Oh ! l'amour d'une mère, amour que nul n'oublie,
« Table toujours servie au fraternel foyer,
« Chacun en a sa part, et tous l'ont tout entier. »

On disait autrefois, dans les premiers temps de la monarchie des Bourbons, qu'il y avait en France quatre sortes de pays : savoir le pays de grâce, le pays de conquête, le pays d'État et le pays de prétention. Le pays de grâce contenait la Champagne, la Brie, le Berry, l'Ile de France, la Picardie, la Beauce, le Gâti-

nais, la Touraine et l'Anjou. Le pays de conquête comprenait la Normandie, la Guyenne et le Poitou, conquis sur les Anglais. Les pays d'États étaient les provinces qui s'étaient rendues aux rois de France sous condition de conserver leurs priviléges. Le pays de prétention comprenait Metz, Toul, Verdun, l'Alsace et la Flandre. Même avant la Révolution, ces distinctions avaient disparu peu à peu, notamment sous le règne de Louis XVI, un des plus grands règnes de la France, on ne saurait trop le répéter, jusqu'au moment où la Révolution éclata. La Révolution les avait abolies entièrement. Aujourd'hui, nous affirmons hautement, et nul ne saurait s'en étonner, ni nous blâmer, nos prétentions sur les belles

provinces que l'iniquité prussienne nous a arrachées, et la France ne reconnaîtra pour des enfants dignes d'elle, que ceux qui feront le serment de ne rien négliger pour lui rendre les filles qu'elle a perdues. Tout Français qui fera une alliance de cœur avec un Prussien commettra une forfaiture, et nous ne comprendrions pas qu'il y en eût aujourd'hui qui acceptassent encore la honte de porter une décoration prussienne, un aigle rouge comme le sang français versé à flots, ou noir comme le deuil que nous portons. Aussi est-ce avec indignation que nous repoussons l'assertion que nous avons lue, que, parmi nos plénipotentiaires à Bruxelles, il s'en est trouvé qui ont eu l'impudeur de se décorer d'ordres prussiens.

L'Europe nous a laissé lâchement dépouiller; elle comprend aujourd'hui, mais trop tard, la faute immense qu'elle a commise; elle voit que l'ambition prussienne loin d'être assouvie, n'est qu'alléchée par des succès inespérés. Le nouvel empire allemand n'est pas un but suffisamment grandiose pour un souverain qui a pu réunir un million de soldats sous les armes, et devant lequel les autres souverains se sont mis si facilement à plat ventre. Guillaume est empereur, mais ce titre a infiniment perdu de son prestige depuis que Soulouque, Maximilien, Napoléon III ont porté la couronne impériale; il y a encore des couronnes impériales à Vienne, à Pétersbourg, à Rio-de-Janeiro, à Pékin; il y en a pro-

bablement ailleurs. Le rêve de Bismarck et de son maître, c'est la création d'un troisième empire romain. Le chancelier du nouvel empire germanique l'a dit : « Je conduirai le roi à Rome et je le ferai couronner là. »

Eh bien ! la création du troisième empire romain, c'est l'asservissement de la France que M. de Bismarck hait profondément, parce que cet homme est au fond un féodal fanatique, et que la France est la négation, l'antidote de la féodalité oppressive ; c'est aussi l'asservissement de l'Europe, latine d'abord, et de toute l'Europe occidentale ensuite. Non, la France n'est pas prête à se courber sous les pieds des barbares. Déjà sortie toute meurtrie et toute sanglante des bras de

son cruel oppresseur, elle respire plus à l'aise. Des hommes éminents, un surtout auquel un juste tribut de reconnaissance est dû par tout Français, pansent ses plaies, ferment ses blessures et lui rendent sa jeunesse éternelle et le merveilleux éclat avec lequel elle a tant de fois charmé le monde.

Il faut nous rendre, nous aussi, dignes des dévouements qui sont à l'œuvre, en nous dévouant nous-mêmes, tous et chacun. Remontons au cœur même de notre grande histoire pour retrouver toutes les qualités primitives de nos grands ancêtres; débarrassons-nous de tout ce qui est étranger, imitation, copie; buvons à nos propres sources qui ont été si longtemps fécondes; ne croyons pas à la

paix universelle, à la fraternité des peuples, à l'adoucissement des mœurs par le commerce, pour ne pas nous laisser prendre à des piéges; mais veillons infatigablement, parce que les hordes de barbares, armées de toutes les inventions de la science, sont à nos portes, et que notre civilisation, nos goûts, nos richesses leur ont donné des appétits de pillage féroces, et sachons qu'il est de notre devoir d'être prêts et armés pour défendre tous les trésors que Dieu nous a départis. Mais, si jamais nous sommes de nouveau des victorieux, et nous l'avons si souvent été que la fortune peut bien nous sourire encore, reprenons aussi notre glorieuse tradition chevaleresque et notre facilité à pardonner.

L'optimisme des philosophes et des légistes nous a été funeste, gardons-nous de tomber de nouveau dans leurs erreurs.

En 1870, M. de Laboulaye, membre de l'Institut, que Paris vient d'envoyer à l'Assemblée nationale comme député, publiait une préface au livre de Bluntschli sur le droit international codifié, et se laissait aller aux plus funestes illusions; il suffira de citer au hasard : « Chaque jour le commerce, l'industrie, la science rapprochent les nations; mieux les hommes se connaissent, mieux ils sentent qu'un lien fraternel les unit.

« Restent les guerres politiques, mais sur ce point il s'est fait aussi un grand changement dans les idées; les révolu-

tions qui ont mis le pouvoir aux mains des peuples ont désarmé les rois. Partout où règne la liberté constitutionnelle on ne craint plus que l'ambition, le caprice ou la folie d'un homme recommence l'œuvre sanglante d'un Louis XIV ou d'un Napoléon Ier !!!

« . . . .
il ne faut pas une longue étude pour voir que peu à peu les causes d'inimitié s'affaiblissent, et que le moment approche où, entre les peuples civilisés, la guerre ne sera plus qu'une exception.

. . . .

Aujourd'hui qui donc oserait proclamer que la guerre doit nourrir la guerre? Qui ne serait regardé comme un barbare si, au nom de la victoire, il pillait des temples et des palais! »

Comme ces illusions sonnent faux, après les spoliations et les emballages en grand, les rançons impitoyables de l'empereur Guillaume et de ses acolytes!

X

La vérité bien affligeante, hélas! c'est que jamais l'Europe n'a été autant à la merci de l'injustice, de la violence et de la brutalité que depuis la politique de coups de mains, d'astuce et d'audace inaugurée par l'Italie en 1860, et portée par la Prusse à son dernier degré d'intensité. Les philanthropes qui

chercheraient à nous endormir aujourd'hui par de niaises espérances de paix et d'oubli des injures ne seraient pas seulement ridicules, ils seraient d'odieux complices de nos ennemis. Comment ne pas rappeler de nouveau ici que c'est la Prusse qui, par l'organe de son premier plénipotentiaire M. de Manteuffel, a proposé au congrès de Paris l'abolition de la course et le respect de toutes les propriétés privées sur mer, en leur accordant désormais un droit d'immunité! Eh bien! que vient de faire la Prusse pendant la dernière guerre à l'égard des propriétés privées? N'ont-elles pas été saccagées, pillées, brûlées systématiquement et, comme l'avouaient les soldats allemands, *pour obéir à des*

ordres supérieurs. Et après ces abominables violences, ces égorgements de populations désarmées, ces incendies de villages maison par maison, comme on peut s'en assurer encore en parcourant comme je l'ai fait les environs de Paris où les Prussiens ont enseigné aux communeux comment il fallait agir, que lisons-nous dans le dernier *Livre rouge* autrichien! Cinq dépêches de M. le comte de Beust à M. le prince de Bismarck, *ayant pour objet de l'engager à donner son appui le plus ferme au projet ayant pour but d'assurer une immunité à toutes les propriétés privées sur mer*, c'est-à-dire de livrer la France pieds et poings liés à la Prusse et au reste du continent qui jouiront des pri-

viléges de la ruiner complétement sur terre avec approbation des nouveaux Vattels en simarre de chanceliers, tandis que la France et l'Angleterre, puissances maritimes, ne pourront atteindre leurs ennemis nulle part.

Nous sommes sans alliés, et il ne nous convient pas d'aller mendier des alliances dans la situation où nous sommes. Il faut attendre qu'on nous juge dignes d'être recherchés; pour obtenir ce but il faut refaire notre organisation intérieure et nous rendre virilement compte de ce qu'il faut à la France. Nous n'hésitons pas à le dire : en se déclarant constituante, en saisissant d'une main assurée le drapeau qui, dans les mains de M. Rivet, pouvait donner le signal de

nouveaux malheurs, en y inscrivant hautement les grands principes d'ordre, de tradition, de liberté qui sont la sauvegarde de la France, l'Assemblée nationale a empêché le pays de retomber dans l'abîme.

En 1814, la maison de Bourbon, par la seule force de son prestige, a sauvé la France des plus grands périls; en 1830, le duc d'Orléans a conjuré, par sa haute sagesse et son noble patriotisme, des malheurs semblables à ceux qui sont venus fondre sur nous à la suite de la dernière guerre.

Et cependant quel est l'esprit non prévenu qui n'a pas regretté bien souvent, pendant le règne même du roi Louis-Philippe, ce règne qui occupe une

si belle place dans notre histoire, qui n'a pas regretté la séparation violente des deux branches de la maison de Bourbon ?

Je vais citer une autorité bien inattendue peut-être pour bien des gens trompés par tant de faussetés répandues à profusion dans le monde. Je rencontrai un jour, sous le règne du roi Louis-Philippe, l'illustre Rossi sur le pont Royal. Il m'honorait de son amitié et me parlait à cœur ouvert : tout en causant de politique, il regardait avec un air rêveur le château des Tuileries : « A quoi pensez-vous donc, lui dis-je? — Je vais vous l'avouer, répondit-il, les choses ne vont pas mal en France, mais il est bien regrettable

que le petit duc de Bordeaux ne soit pas dans ce château comme roi avec son oncle comme régent du royaume, ou bien, et il s'arrêta un moment, qu'il ne soit pas mort (1). »

C'est à la France à se donner le gouvernement qui lui convient, mais elle ne saurait méconnaître que sa grandeur et sa haute situation dans le monde ont été fortement entamées par la chute de la maison de Bourbon lors de la première révolution, et que la couronne royale, relevée par l'union intime de la maison de France, aurait encore

(1) Ce même Rossi, auquel les Italiens viennent d'élever une statue au Pincio, et qui est mort au service du Pape, me disait à Rome, en 1846, que la papauté était la plus grande gloire de l'Italie et qu'il serait fier de la servir.

aujourd'hui un bien autre éclat, un bien autre prestige que la couronne qui a ceint le front même du premier Bonaparte et surtout que le lourd diadème, trempé dans le sang de notre héroïque jeunesse, que Guillaume s'est posé sur la tête à la lueur de nos foyers incendiés.

Le gouvernement républicain est un noble gouvernement, mais ce n'est qu'une des formes du gouvernement des sociétés et il peut même revêtir plusieurs caractères. Il n'a pas de puissance intrinsèque magique qui suffise à lui assurer la supériorité, comme beaucoup de sophistes ou d'esprits superficiels le croient : toutes les libertés qu'il promet, toutes les garanties dont il croit

pouvoir doter la dignité humaine, toute la sécurité qu'il proclame pour les intérêts si multiples de la société moderne, sont non-seulement compatibles avec la monarchie, mais la monarchie a déjà fait ses preuves à cet égard chez nous, hors de chez nous depuis des siècles, tandis que la république a eu jusqu'ici le malheur de provoquer les convoitises des aventuriers et du despotisme, ou de créer de monstrueuses imitations qui lui ont fait horreur à elle-même. L'orgueil personnel, au premier abord, croit trouver davantage son compte dans la république, et c'est là un grand attrait pour les intelligences qui se croient des droits à une haute situation promptement acquise, mais la monarchie ne

repousse point les nobles et légitimes ambitions qui aspirent à servir leur pays. De tout temps, sous tous nos rois, les bourgeois ont eu la plus grande part au gouvernement de notre grand pays, et c'est un sentiment tout aussi élevé que celui de l'orgueil personnel que la noble satisfaction de pouvoir nommer des ancêtres illustres dans le passé, même dans un passé bourgeois. Un homme d'un esprit aussi charmant que distingué, d'une vraie noblesse, le marquis de Sainte-Aulaire, qui fut ambassadeur à Londres et un fort bon ambassadeur, dont les Anglais, très-bons juges, disaient : *he can afford to be simple*, il peut se permettre d'être simple, avouait qu'il aurait mieux

aimé avoir un grand-père cordon bleu que de l'être lui-même. Aujourd'hui, dans la société française, la crainte de voir créer une classe privilégiée est tout à fait chimérique; la noblesse antique et réelle est certainement bien respectable, mais c'est presque une question d'archéologie, quelque chose qui ne ressemble pas mal à l'orgueil de posséder une belle galerie de tableaux. Le sentiment d'une légitime égalité et la douce familiarité qui règnent dans toutes les classes sont tels que le privilége ne serait plus du goût de personne.

En 1830, le général Lafayette disait au duc d'Orléans qu'il était la meilleure des républiques; l'Assemblée na-

tionale, par l'éloquent organe de M. Vitet, a dit de M. Thiers qu'il était pour le moment la meilleure des monarchies, et nous devons notre concours entier et loyal à ce gouvernement de la supériorité intellectuelle.

Il ne suffit pas que la France rentre en possession de son gouvernement traditionnel, il faut que sa politique extérieure, qui doit consacrer sa rentrée sur la scène du monde, comme puissance de premier ordre, quand elle y aura été préparée par son organisation intérieure, se propose hautement le droit et la justice pour mobiles; elle vient d'être horriblement mutilée, elle a été la victime d'extorsions indignes; elle ne peut à aucun point de vue, non pas seulement

sanctionner, mais même approuver tacitement l'iniquité pratiquée à l'égard des autres, si elle veut conserver ses droits dans toute leur force. C'est sa seule façon, pour le moment, de protester contre les violences qu'elle a dû subir, car l'insolent vainqueur foule encore notre territoire, et même, quand il nous aura délivrés de son odieuse présence, il restera le maître de près de trois départements. Cette douloureuse, cette navrante situation est due à la complicité de l'Empire, dans la création de l'unité italienne et de l'unité allemande. La France ne doit, à aucun prix, laisser continuer cette complicité, même moralement. Il ne s'agit point ici de reprendre la politique de 1849 et de faire une

expédition de Rome, comme on voudrait le faire croire, mais il s'agit de ne pas donner sa sanction à la violation, hautement offensante pour nous, d'une convention solennelle; il s'agit d'affirmer, au contraire, moralement, les droits du Saint-Père, parce que nous agissons alors selon le droit et la justice et que nous sauvegardons notre droit à nous-mêmes et notre avenir. Il faut qu'on le sache bien, il ne suffira plus bientôt, il ne suffit plus déjà au gouvernement italien de s'être emparé de Rome par la force et d'avoir renversé le Pape à coups de canon. La destruction du pouvoir temporel du souverain Pontife ne contentera pas le parti révolutionnaire en Italie; il ne voudra plus bientôt de l'Église univer-

selle, même spirituelle, et, comme il est arrivé à mettre à exécution, par la violence, ses idées sur l'abolition du pouvoir temporel, il continuera son œuvre en attaquant l'Église elle-même (1).

Ainsi, comme point principal de notre politique extérieure, comme pivot de notre action morale, comme sauvegarde de notre avenir, comme vivante protestation contre l'odieux démembrement qui nous a ravi nos chères et nobles provinces, comme défenseurs du droit et de

(1) Voir à ce sujet les très-curieuses et très-remarquables lettres de Petrucelli delle Gastina, qui déclare que la France devra bientôt devenir la Pologne de l'Occident, et que ce n'est qu'à cette condition que l'unité italienne peut subsister.

Il faut aussi lire dans les journaux le récit des désordres récemment commis à Rome dans les églises par le parti révolutionnaire.

la justice, nous ne devons jamais reconnaître par un traité la spoliation du Pape.

Au nom de ce qu'il y a de plus sacré au monde, au nom de notre avenir national, que la France ne laisse pas arracher de ses mains meurtries, ensanglantées, mais fermes encore, cette arme morale.

Mais, me dira-t-on, la Papauté est caduque, les peuples n'en veulent plus, le siècle s'est éclairé : il ne veut plus de la domination du Vatican; si cela est vrai, bien que je ne l'admette nullement, répondrai-je, laissez-la donc mourir de sa belle mort, ne la renversez pas violemment; ne lui faites pas une guerre acharnée avec des troupes de bandits ou

des troupes régulières; n'envoyez pas 80,000 hommes et ne faites pas ouvrir des brèches à coups de canon pour vous débarrasser d'une institution dont les jours sont comptés.

On ne saurait trop y prendre garde; on peut permettre théoriquement toutes les opinions et même toutes les discussions, mais si l'on a reproché à l'Église, au moyen âge, de se servir du bras séculier pour s'imposer, il ne faut pas que la philosophie, à son tour, ou ce qui s'appelle du nom trompeur de philosophie, ou la politique, se serve du bras séculier pour imposer ses convictions ou ses sophismes, ou ses volontés arbitraires. Autrement, nous arrivons à la souveraineté du but et à ses abominables consé-

quences; si, d'une part, nous avons l'horrible Saint-Barthélemy, de l'autre, nous voyons s'élever le bûcher de Servet, auquel l'exécrable main de Calvin met le feu. Ravaillac assassine Henri IV et la Convention condamne Louis XVI à la mort; Bonaparte fait exécuter le duc d'Enghien; la convenance devient la règle de la conduite des princes et des peuples; le Pape est dépouillé avec violence et la Commune de Paris érigée, non-seulement en principe, qu'il faut placer la Raison à Notre-Dame et la Convention aux Tuileries, mais elle donne à ses convictions la sanction du meurtre des otages et l'incendie des monuments de Paris.

Nous n'avons pas besoin d'adjurer le

gouvernement français de ne rien négliger pour rendre l'armement du pays aussi formidable que possible. Il en coûte trop cher d'être faible; ce mot profond résume tout. Il n'y a que des niais ou des traîtres qui puissent chanter encore l'hymne banal et funeste de la paix universelle. Quand l'axiome : La force prime le droit, est érigé en dogme, nous répondons, nous : « La force soutient le droit et le fera triompher. »

Mais c'est surtout sur nos forces maritimes que nous appellerons toute l'attention du gouvernement. Un poëte grec disait aux Hellènes : « Surtout, maintenez la paix dans les eaux qui baignent vos rivages »; nous dirons, nous, à notre gouvernement : Surtout, soyez formi-

dables sur mer, partout, dans la Méditerranée, dans l'Océan, partout où votre pavillon pourra flotter; ne vous préoccupez pas trop de vos cuirassés et de vos monitors; rappelez-vous le triste rôle joué par notre flotte dans la dernière guerre, mais reprenez sans hésitation une arme puissante que des conseils perfides vous ont fait déposer. S'il a été facile à la Russie de faire effacer du traité de Paris la clause qui ne lui convenait plus, il ne peut vous être refusé de vous dégager d'une clause qui est la mort même de votre puissance maritime comme de celle de la Grande-Bretagne. Rétablissez hardiment la course, préparez-vous à renouveler, au besoin, les exploits des Duguay-Trouin et

des Surcouf, à détruire le commerce de vos ennemis partout sur votre passage ; après les atroces violations du droit des gens par les Prussiens sur terre, rétablissez hardiment l'ancien droit des gens sur mer. Aussi bien, la déclaration de Paris n'a jamais été complétement respectée ; la Russie l'a violée dans la mer Noire, la France et l'Angleterre, à l'égard des États-Unis et à l'égard du Chili ; il serait trop long ici de citer tous les cas de violation de cette déclaration ; il suffit de prouver par là que la France peut s'affranchir d'une entrave qu'elle s'est gratuitement donnée et qui a diminué ses forces et celles de sa vieille alliée de moitié ; on peut être assuré que la noble Angleterre, non pas celle des

Granville et des Gladstone, mais la vraie Angleterre applaudira à la virile résolution de la France, et que, par le fait seul qu'elle aura recouvré toute son action et l'emploi de toutes ses forces, la France aura fait plus de la moitié du chemin qu'elle doit faire pour reprendre son rang dans le monde. Le rétablissement pur et simple de la course par la France, ou, en d'autres termes, sa déclaration qu'elle s'affranchit de la clause du traité de Paris à cet égard, équivaudrait à un renouvellement d'alliance intime et efficace avec la Grande-Bretagne, et serait la meilleure, la seule réponse pratique en ce moment aux entrevues de Gastein et de Salzbourg.

Lord Nelson, parlant, dans la Cham-

bre des lords, en 1800, au sujet de la neutralité armée et du principe « libres vaisseaux, libres marchandises, » que cette neutralité voulait imposer, s'écriait : « Une proposition aussi monstrueuse en « elle-même, aussi contraire à la loi des « nations, est si injurieuse pour les in- « térêts maritimes de ce pays, que, si « l'on avait voulu persister à la mainte- « nir, nous n'aurions pas dû cesser la « guerre avec ces puissances tant qu'il y « aurait eu dans ce pays un seul homme, « un seul shelling, une seule goutte de « sang. »

La force maritime d'un pays a ce caractère rassurant qu'au rebours des grandes armées permanentes de terre, surtout celles qui, aujourd'hui, sur le

continent européen et particulièrement en Allemagne, en Autriche, en Russie, menacent la paix du monde, elle est essentiellement une force défensive ; elle est faite pour la protection des côtes et du commerce dans les vastes plaines de l'Océan, mais elle peut devenir aussi un terrible instrument pour ruiner les pays qui, de nouveau, chercheraient à nous écraser.

Nous avons le ferme espoir que de grandes destinées sont dans l'avenir promises à la marine française et que, désormais, l'Angleterre, instruite par les événements et éclairée sur sa destinée, ne portera point envie à ses succès. Heureux ceux qui pourront un jour prodiguer à la France, dans les

rangs de ses armées et sur ses flottes, des trésors de jeunesse et de sang généreux! Rien ne pourra égaler la récompense qu'ils recevront, car ce sera la France, c'est-à-dire la plus belle et la plus noble des nations, qui dira à ceux qui l'auront rendue à elle-même, comme don Diègue au Cid :

« Viens baiser cette joue et reconnais la place
« Où fut empreint l'affront que ton courage efface.»

FIN

Typ. Rouge frères et Cie, rue du Four-Saint-Germain, 43.

LA MISSION DE LA FEMME

Et en particulier son rôle dans l'éducation religieuse de l'enfance.

QUE DEVONS-NOUS AUX ENFANTS, par *L. Leblois*. — L'HISTOIRE SAINTE, correspondance entre *madame Caroline de Barrau* et *L. Leblois*. — L'HISTOIRE SAINTE ET LE CODE PÉNAL.

Troisième édition, revue et augmentée.

1 vol. in-12. — Prix : 1 fr.

La mission des femmes en temps de guerre, par madame WILLIAM MONOD, avec préface par LOUIS APPIA, membre du Comité international de secours pour les militaires blessés. — Un beau vol. in-12 de XII et 322 pages. Prix : 2 fr. 50.

Droit des gens, *étude sur la convention de Genève pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne*, 1864 et 1868, par GUSTAVE MOYNIER, Président de la Société genevoise d'utilité publique et du Comité international de secours pour les militaires blessés, l'un des plénipotentiaires de la Suisse aux Conférences de Genève. — Un volume in-18 colombier, de 376 pages. Prix : 4 fr.

La guerre et la charité, Traité théorique et pratique de Philanthropie appliquée aux armées en campagne, par GUSTAVE MOYNIER et le docteur L. APPIA, membre du Comité international, ancien président de la Société médicale de Genève, chevalier de la Légion d'honneur, etc. — Un vol. in-18 colom. de 401 p. 4 fr.

Ouvrage couronné par le Comité central de secours pour les militaires blessés.

Le chirurgien à l'ambulance, ou quelques études pratiques sur les plaies par armes à feu, suivies de Lettres à un collègue sur les blessés de PALESTRO, MAGENTA, MARIGNAN et SOLFÉRINO, par L. APPIA. — In-12 de 240 pages. Prix : 1 fr. 50.

En attendant le médecin, ou premiers soins à donner en cas d'accident ou de maladie avant l'arrivée du médecin, par le docteur PIACHAUD. — Un volume in-18. Prix : 2 fr. 50.

Comment on soigne les enfants malades, par CHARLES WEST, traduit de l'anglais par le docteur P. MAUNOIR. — Un volume in-18 jésus. Prix : 1 fr.

Le siége de Strasbourg, — 1870, — suivi de la description de la bibliothèque et de l'histoire de la cathédrale de Strasbourg, par ALFRED MARCHAND, rédacteur du *Temps*. — Un vol. in-18 jésus. Prix : 3 fr.

GUERRE DE 1870. — **Le siége et le bombardement de Strasbourg,** par GUSTAVE FISCHBACH, avocat, ancien rédacteur du *Courrier du Bas-Rhin*. — Cinquième édition, revue et augmentée, ornée de deux portraits, de huit vues et du plan de la ville après le bombardement. — Un volume in-12 jésus. Prix : 4 fr.

La Guerre d'Alsace. — STRASBOURG, par A. SCHNEEGANS, rédacteur du *Journal de Lyon*, adjoint

au maire de la ville de Strasbourg, député du Bas-Rhin. — Un volume in-8. Prix : 4 fr.

Rapports militaires officiels du siége de Paris de 1870-1871, suivis du Dictionnaire historique de la Carte des environs et fortifications de Paris, par le docteur ERMETE PIEROTTI, ancien commandant du génie militaire italien, *témoin oculaire du siége.*— Un volume in-18 avec une carte de France, un plan du siége de Paris en 1814-1815, et la carte de Paris et de ses fortifications en 1870-1871. Prix : 3 fr. 50.

Carte des environs de Paris et de ses fortifications *avec la ligne de l'investissement prussien* 1870-1871.—Une feuille imprimée en 6 couleurs. Prix : 2 fr.

Décrets et rapports de la Commune de Paris et du Gouvernement français à Versailles, du 18 mars au 31 mai. — Avec notes, appendice, carte des environs et fortifications de Paris en 1871, plans de Paris en 1871 et en 1815, carte de France par le docteur ERMETE PIEROTTI, ancien commandant du génie militaire italien, témoin des événements.— Un volume in-18. Prix : 5 fr.

Tablettes d'un mobile.—JOURNAL HISTORIQUE ET ANECDOTIQUE DU SIÉGE DE PARIS. (Du 18 septembre 1870 au 28 janvier 1871), par *Léon de Villiers* et *Georges de Targes*, 2e édition. Un volume in-12. 3 fr.

Paris sauvé ! ! ou la débâcle de la Commune, par *Léon de Villiers* et *Georges de Targes*. Un volume in-8, orné d'un beau dessin de *M. Thirion-Duval,* représentant le panorama de Paris incendié. 2 fr. 50 c.

Marc-Debrit. *La Guerre de* 1870. Notes au jour le jour, par un neutre, 3[e] édition. Un volume in-12. 3 fr. 50 c.

Guerre de 1870.—CAMPAGNE DE LA MOSELLE, par *E.-A. Spoll*. Un volume in-12. 3 fr.

1871! *Les premières phases d'une décadence*, par *Auguste Dalichoux* (de Metz). Un volume in-12. 1 fr.

La nouvelle armée française. — Etudes sur la réorganisation de l'armée en général et de l'infanterie en particulier. — In-8. Prix : 1 fr. 50.

La question de l'armée, par PAUL LACOMBE. — In-8. Prix : 60 cent.

1871. — **Paris bombardé**. — Récits journaliers, *suivis de documents curieux*, par le lieutenant FR. HUSSON, du 83[e] bataillon de la garde nationale de Paris. — Un volume in-18. Prix : 75 cent.

Notre réorganisation militaire. — Brochure in-8. Prix : 75 cent.

L'armée dans l'avenir, par M. CH. DE LAVAL D'ARLEMPDE. — Brochure in-8. Prix : 50 cent.

LA PAIX ET LA RÉPUBLIQUE. — **Napoléon Ier au comte de Bismarck**.—Broch. in-8. Prix : 1 fr.

Lettres politiques de Charles Vogt, contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, traduites de l'allemand, par ALFRED MARCHAND, rédacteur du *Temps*. — Un volume in-18 jésus. Prix : 1 fr. 50

Théâtre de Marionnettes, par MARC-MONNIER, *ouvrage interdit en France sous l'empire*. — Un volume in-18. Prix ; 3 fr. 50 cent.

Faust. — Tragédie de marionnettes, par Marc-Monnier. — Deuxième édition, in-18. Prix : 1 fr. 50.

Le docteur Gratien, comédie de marionnettes, par Marc-Monier. In-18. Prix : 1 fr.

Manuel du droit public à l'usage du citoyen, *Institutions politiques des principaux peuples d'Europe et d'Amérique. — Droit public de la Confédération suisse et du canton de Vaud,* par S. Bury. — Un volume in-18 jésus. Prix : 4 fr. 50 cent.

La guerre en 1866 en Allemagne et en Italie, description historique et militaire, par W. Rustow, colonel de brigade.— Un fort volume in-8° orné de cartes et plans. Prix : 10 fr.

La guerre italienne en 1860. *Campagne de Garibaldi dans les Deux-Siciles* et autres événements militaires jusqu'à la capitulation de Gaëte. — Relation historique et militaire. — Un fort volume in-8° et Atlas in-4. Prix : 7 fr.

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCHO DE LA SORBONNE

Géographie physique, politique, administrative, agricole, industrielle et commerciale, *de la France et de ses Colonies,* par M. Ch. Périgot, professeur au Lycée Saint-Louis. 1 vol. in-18, 336 pages, 14 cartes. Prix : 2 fr.

L'Europe depuis le traité de Francfort (10 mai 1871). Géographie physique, politique, agricole, industrielle et commerciale de l'Europe en gé-

néral et des États qui la composent : Belgique, Hollande, Grande-Bretagne, Espagne et Portugal, Italie, Allemagne, Autriche, Turquie, Grèce, Russie, Suède et Norwége, Danemark, par C. Raffy, auteur des *Lectures géographiques*. 1 vol. in-12, orné de 40 petites cartes. 2 »

La Physique et ses applications : Pesanteur. — Notions de mécanique, chute des corps, centre de gravité, pendule, balance, équilibre des liquides, principe d'Archimède, aréomètres, baromètres, machine pneumatique, pompes, gravitation universelle, par M. Pierre Bos, agrégé ès sciences physiques et naturelles, professeur au Lycée de Metz. 1 vol. in-18, 492 pages, 161 vignettes. Pr. 2 50.

Notions de Botanique, par M. C. de Montmahou, professeur d'histoire naturelle à l'école municipale Turgot. 1 vol. in-18, 176 p., 49 fig. 1 50

Cours de musique théorique et pratique : Principes élémentaires, par M. Pierre Bos, élève d'Emile Chevé. 1 vol. in-18, 416 p. 2 50

Cours de sténographie à l'usage des élèves des lycées, colléges, pensionnats de jeunes garçons ou de jeunes filles, ainsi que de toutes les personnes qui, aux cours, conférences, réunions publiques, veulent suivre la parole des orateurs, par L.-P. Guénin, sténographe. Un vol. in-12. 1 25

Histoire de la grammaire. Origine et permutation des lettres, formation des mots, préfixes, radicaux et suffixes, par Hyppolyte Cocheris. Un vol. in-12. 2 50

Histoire moderne. Constitution de l'Europe moderne (1453-1598), par Jules Pinard, agrégé des lettres, prof. d'histoire au lycée Condorcet. Un vol. in-12. 2 50

Histoire des Beaux-Arts : *Art antique* (architecture, sculpture, peinture, art domestique), par M. René Ménard, avec un appendice sur la musique chez les Anciens, par M. G. Bertrand, 2e édition. 1 vol. in-18 de 308 pages. Prix : 2 fr.

L'Enseignement secondaire des jeunes filles, *dans les cantons de Genève, de Lausanne et de Neuchatel*, par M. EUGÈNE PARINGAULT.-In-18. 30 c.

Études sur le siége de Paris (1870-1871). L'ARTILLERIE. La brochure du général Susane. — La MARINE.— Deux principes de l'art militaire, par SALICIS, capitaine de frégate. In-12. » 40

L'ALSACE ET LES PRÉTENTIONS PRUSSIENNES

Réponse d'un Alsacien aux Allemands

PAR ÉDOUARD SCHURÉ.

Troisième édition. In-8. — Prix : 1 fr.

PENDANT L'ARMISTICE

DERNIÈRE PROTESTATION D'UN STRASBOURGEOIS

Br. in-8. — Prix : 75 c.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE

ET PRÉSIDENCE HÉRÉDITAIRE

Étude politique sur la guerre et la Révolution de 1870-1871 en France.

Deuxième édition,

par Lucien BORDEAUX.

Brochure in-8. — Prix : 1 franc.

LA PRUSSE, LA RÉPUBLIQUE

ET LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

Réponse à Historicus,

Par William Reymond.

Br. in-8. — Prix : 75 c.

LES HUGUENOTS

leurs Colonies, leurs Industries, leurs Églises en Angleterre et en Irlande,

Par SAMUEL SMILES,

auteur de *Self-Help*, de *Lives of the Engineers*, etc.
Traduction autorisée par l'auteur, avec une préface par
M. ATH. COQUEREL fils.

Un fort volume in-8, de XVI et 464 pages.
Prix : 6 francs.

LES HUGUENOTS DU SEIZIÈME SIÈCLE

Par ADOLPHE SCHAEFFER.

Un volume in-8 de VIII et 332 pages.

Prix : 5 francs.

Le Général Crémer. — Réponse à son panégyriste, par un ex-officier de l'armée de l'Est. — In-8. Prix : 50 cent.

BROCHURES POLITIQUES

PUBLIÉES A L'ÉTRANGER :

Nos Écoles ! Nos Écoles !

Instruisez le Peuple ! fut le premier conseil donné par M. Villiam Penn, au nouvel Etat de Pensylvanie.

Instruisez le Peuple ! fut la dernière recommandation de Washington à la République.

Instruisez le Peuple ! était l'incessante exhortation de Jefferson au peuple américain.

Instruisez donc le Peuple !

Lord Macaulay.

Les Grandes questions sociales et politiques.—La République devant le suffrage universel, avec l'opinion de Chateaubriand sur la monarchie, etc., par *Ernest Bosc*, in-8. 1 fr.

Les Grandes questions sociales et politiques.—La Crise financière. — Moyens pratiques de la conjurer, par *Ernest Bosc*, in-8. 1 fr.

La République et la contre-Révolution. (Lettre au *Journal de Genève*), par *Emile Acollas*, in-8. 1 fr. 50 c.

Lettres Posthumes de Prévost-Paradol, in-8. 1 fr. 50 c.

Des causes qui ont amené les désastres de l'armée française dans la campagne de 1870, in-8. 1 fr.

Campagne de 1870. — Histoire de l'armée de Châlons, *par un volontaire de l'armée du Rhin.* — *Campagne de Sedan*, 2e édition, in-8. 1 fr. 50 c.

Souvenirs d'un prisonnier de guerre.—Coup d'œil sur les opérations de l'armée de Metz suivi de considérations militaires par un officier d'infanterie, in-8. 75 c.

Nos désastres en 1870. — *Justice à qui de droit*, par un prisonnier de guerre, 2e édition, in-8. 1 fr.

L'armée et Napoléon III.—Protestations des officiers français contre la restauration bonapartiste, in-8. 1 fr. 50.

Paris. — Typ. Rouge frères et Comp.

ERRATA

Page 40, ligne 12, mettre un point après catastrophes et un D majuscule à Dès.

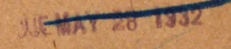
Page 65, ligne 16, lisez : à l'apogée, au lieu de *à l'époque*.

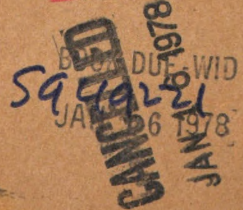
Page 72, ligne 13, lisez : Hérival, au lieu d'*Effërival*.

Page 137, ligne 10, lisez : envers la Prusse, au lieu de *avec* la Prusse.

Page 206, ligne 13, lisez : abaissé, au lieu de *abaisse*.

Page 235, ligne 11, lisez : érige, au lieu de *érigée*.


AUG 22 '60 H


CANCELLED
JAN 6 1978
BOOK DUE-WID
JAN 26 1978
5949221